

Surchauffé et sous-préparé: Expériences de vie des Européens face au changement climatique

Rapport de l'AEE

Agence européenne pour
l'environnement



Kongens Nytorv 6
1050 Copenhagen K
Danemark
Tél. : +45 33 36 71 00
Web : eea.europa.eu
Demandes de renseignements: [eea.europa.eu/
demandes de renseignements](http://eea.europa.eu/demandes-de-renseignements)



Eurofound
Eurofound
Wyattville Road, Loughlinstown, Co. Dublin
D18 KP65
Irlande
Tél. : +353 1 2043100
Web : www.eurofound.europa.eu
Demandes de renseignements: [i_
nformation@eurofound.europa.eu](mailto:information@eurofound.europa.eu)

Mentions légales

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement les avis officiels de la Commission européenne ou d'autres institutions de l'Union européenne. Ni l'Agence européenne pour l'environnement ni aucune personne ou société agissant pour le compte de l'Agence n'est responsable de l'utilisation qui peut être faite des informations contenues dans le présent rapport.

Avis sur le Brexit

Les produits, sites web et services de l'EEE peuvent faire référence à des recherches effectuées avant le retrait du Royaume-Uni de l'UE. La recherche et les données relatives au Royaume-Uni seront généralement expliquées en utilisant une terminologie telle que: 'UE-27 et le Royaume-Uni' ou 'EEE-32 et le Royaume-Uni'. Les exceptions à cette approche seront clarifiées dans le contexte de leur utilisation.

Politique de publication

Pour protéger l'environnement, l'Agence européenne pour l'environnement ne prend en charge que les publications numériques. Nous n'imprimons pas nos publications.

Avis de droit d'auteur

© Agence européenne pour l'environnement, 2026; © Eurofound, 2026

Cette publication est publiée sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>). Cela signifie qu'il peut être réutilisé sans autorisation préalable, gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales, à condition que l'EEE soit reconnu comme la source originale du matériel et que le sens ou le message original du contenu ne soit pas dénaturé. Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Agence européenne pour l'environnement, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement aux titulaires de droits respectifs.

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles à l'adresse suivante: https://european-union.europa.eu/index_en.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2026

ISBN 978-92-9480-755-7

ISSN 1977-8449

doi : 10.2800/6087030

Conception de la couverture: AEE

Photo de couverture: © Adapté d'Adobe Stock

Mise en page : Eworx/EEE

Contenu

Remerciements.....	4
Messages clés.....	5
Synthèse.....	6
1 Introduction.....	8
2 Impacts liés au climat perçus par les répondants.....	10
3 Préoccupations concernant les impacts climatiques futurs.....	13
4 Mesures de résilience au changement climatique déclarées par les répondants.....	15
4.1 Résilience au niveau des ménages.....	17
4.2 Mesures de résilience perçues dans les domaines des répondants.....	20
4.3 Différences entre les répondants urbains et ruraux.....	23
5 Différences entre les groupes de répondants.....	25
5.1 Moyens financiers des ménages.....	25
5.2 Âge.....	28
5.3 Genre.....	31
5.4 L'accession à la propriété.....	32
5.5 État de santé autodéclaré.....	34
6 Conclusions et possibilités d'action.....	39
6.1 Nécessité d'une large mise en œuvre des solutions d'adaptation.....	39
6.2 Lutter contre la chaleur en tant que risque le plus répandu pour la santé et le bien-être.....	40
6.3 Encourager la résilience des ménages.....	40
6.4 Protection des groupes vulnérables.....	40
Abréviations.....	42
Références.....	43
Annexe 1 Vivre et travailler dans l'enquête en ligne de l'UE 2025: questions analysées dans le rapport.....	47



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document [n'existait qu'en anglais](#), dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais disponibles [dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](mailto:kontakto@europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Remerciements

L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) tiennent à remercier les partenaires de l'AEE du réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (pays membres de l'AEE), la direction générale de l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire de la Commission européenne, le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe, l'Organisation internationale pour les migrations et le pôle européen climat-santé pour leurs précieuses contributions et contributions.

Messages clés

- Ce rapport est basé sur une enquête en ligne menée auprès de plus de 27 000 répondants dans 27 pays européens et présente les expériences des répondants en matière d'impacts climatiques, leurs préoccupations quant aux impacts futurs et les mesures de résilience qu'ils ont prises chez eux et observées dans leurs quartiers.
- Plus de 80 % des répondants à l'enquête ont déclaré avoir été touchés par au moins un problème lié au climat (chaleur, inondations, incendies de forêt, pénurie d'eau, vent, piqûres de moustiques/de tiques) au cours des cinq dernières années. La chaleur était le problème le plus fréquemment signalé: près de la moitié des répondants se sentaient trop chauds à la maison, au travail ou sur leur lieu de scolarité, tandis que plus de 60 % des répondants ont déclaré se sentir trop chauds à l'extérieur dans leur quartier.
- Plus de 52 % des répondants étaient très ou tout à fait préoccupés par les températures extrêmement élevées à l'avenir et 48 % se sentaient très ou tout à fait préoccupés par les incendies de forêt. Les femmes, les plus jeunes répondants (16-29 ans) et les répondants du sud et du centre-est de l'Europe sont les groupes les plus préoccupés par les impacts climatiques futurs.
- Un répondant sur cinq ne disposait d'aucune des mesures ménagères énumérées dans l'enquête visant à protéger contre les conditions météorologiques extrêmes (par exemple, ombrage, climatisation ou ventilation, protection contre les inondations, collecte des eaux de pluie, assurance contre les conditions météorologiques extrêmes, système d'alimentation de secours et kit d'urgence en place).
- Il existe de fortes différences régionales en ce qui concerne les incidences sur le climat ressenties par les répondants et les mesures de résilience signalées. Les impacts climatiques ont été les plus ressentis par les répondants en Europe du Sud et du Centre-Est. Au niveau régional, le groupe ayant le plus faible pourcentage de répondants signalant à la fois les impacts climatiques et la présence des mesures pilotées par les autorités énumérées dans l'enquête provenait d'Europe du Nord.
- Plus de 38 % de l'ensemble des répondants ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas se permettre de garder leur maison suffisamment fraîche en été; le pourcentage passe à 66 % parmi les répondants qui ont connu des difficultés financières.
- Un pourcentage plus élevé de répondants moins aisés, de locataires ou de personnes en mauvaise santé ont déclaré avoir subi des effets climatiques par rapport à tous les autres répondants. Dans le même temps, moins de répondants de ces groupes ont déclaré avoir adopté des mesures de résilience climatique au niveau des ménages ou avoir vu des mesures dirigées par l'autorité mises en œuvre dans leur quartier.
- Pour garantir le bien-être et la prospérité de la société européenne dans un climat en mutation rapide, il est nécessaire de mettre en œuvre à grande échelle des mesures de prévention des incidences climatiques et de préparation à celles-ci, d'assurer le caractère abordable des mesures de résilience au niveau des ménages et de répartir équitablement les actions d'adaptation menées par les autorités.

Synthèse

Le changement climatique en cours, une menace pour la prospérité et le bien-être en Europe

Le changement climatique constitue une menace croissante pour la santé, le bien-être et la prospérité de la société européenne. Les événements extrêmes liés au climat, tels que les vagues de chaleur, les incendies de forêt, les inondations ou les sécheresses, deviennent de plus en plus fréquents et intenses à mesure que le réchauffement climatique progresse.

Les cadres d'action européens et nationaux soulignent le besoin urgent d'adaptation au changement climatique et de gestion efficace des risques liés au climat pour sa population et son économie. Toutefois, la mesure dans laquelle les actions visant à améliorer la résilience de l'UE au changement climatique ont été mises en œuvre, en particulier en ce qui concerne les ménages individuels, n'a pas fait l'objet d'une évaluation approfondie.

Ce rapport a été élaboré conjointement par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) et se fonde sur les conclusions d'une enquête en ligne. Il explore les expériences des impacts liés au climat, les mesures de résilience prises au niveau national, la perception des actions locales mises en œuvre et les préoccupations concernant les impacts futurs parmi un échantillon d'Européens.

Des expériences très répandues d'impacts liés au climat et de vives inquiétudes quant à l'avenir

Quatre répondants à l'enquête sur cinq ont déclaré avoir rencontré au moins l'un des problèmes climatiques suivants au cours des cinq dernières années (2020-2025): chaleur inconfortable, inondations, incendies de forêt, pénurie d'eau, dommages causés par le vent ou piqûres d'insectes plus fréquentes. De nombreux répondants ont également exprimé des préoccupations concernant les impacts climatiques futurs, la chaleur et les incendies de forêt étant très préoccupants pour environ la moitié d'entre eux. Le fait qu'un pourcentage élevé de répondants aient déclaré avoir connu des impacts dans le passé et des préoccupations à l'avenir indique la nécessité de faire plus pour s'adapter au changement climatique.

Indications de sous-préparation au niveau des ménages en Europe

L'enquête a exploré les mesures de résilience climatique dans les maisons des répondants. Aucune des mesures de protection contre les impacts climatiques énumérées dans l'enquête n'a été signalée comme ayant été mise en place par plus de la moitié des répondants. Un peu plus de 22 % des répondants n'avaient aucune des mesures énumérées à la maison. Les mesures de lutte contre la chaleur – le problème le plus fréquemment signalé – comprennent l'ombrage (déclaré par 49 % des répondants), l'isolation des toits/murs (48 %) et la climatisation ou la ventilation (32 %).

Plus de 40 % des répondants ont déclaré avoir une assurance habitation couvrant les phénomènes météorologiques extrêmes. Un pourcentage beaucoup plus faible de répondants ont préparé des trousses d'urgence (14 %) ou sécurisé l'accès à une source d'alimentation de secours (8 %). Pour que la société européenne s'adapte suffisamment, les ménages doivent devenir plus résilients en sensibilisant davantage aux mesures à domicile, en améliorant l'accès à celles-ci et en améliorant leur caractère abordable.

Caractère non infrastructurel des actions locales d'adaptation

Les mesures locales les plus fréquemment signalées par les répondants étaient des avertissements ou des alertes de conditions météorologiques extrêmes (expérimentées par 57 %), des campagnes de sensibilisation sur les risques et les mesures à prendre en cas de conditions météorologiques extrêmes (43 %) et des restrictions d'utilisation de l'eau pendant les périodes sèches (42 %). Dans l'ensemble, 36 % des répondants ont déclaré avoir remarqué une plantation d'arbres ou une amélioration de l'accès aux espaces verts dans leur région.

Les mesures locales de prévention des inondations et la mise à disposition de centres de refroidissement n'ont pas été signalées comme étant couramment observées. Cet aperçu des mesures d'adaptation prises par les autorités, basé sur les perceptions des répondants, suggère la nécessité de mesures d'adaptation au changement climatique davantage fondées sur les infrastructures pour accompagner les mesures axées sur le comportement.

Incidences inégales et résilience inégale

Certains des impacts climatiques signalés par les répondants ont touché certains groupes de manière disproportionnée. Par exemple, quatre fois plus de répondants issus de ménages ayant les moyens financiers les plus faibles avaient eu des problèmes d'accès à l'eau potable et salubre (15 % contre 4 %). De même, deux fois plus de personnes ont été touchées par les incendies de forêt et la fumée associée que les répondants des ménages ayant les moyens financiers les plus élevés (11 % contre 5 %). Les deux tiers de ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts étaient incapables de garder leur maison suffisamment fraîche en été, comparativement à un peu plus de 9% de ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts très facilement ou facilement.

Les plus jeunes répondants et les femmes sont apparus comme les groupes les plus préoccupés par les impacts climatiques futurs. Pendant ce temps, les locataires, par rapport aux propriétaires, étaient moins susceptibles d'avoir des mesures de résilience en place à la maison. Enfin, pour tous les impacts, les répondants ayant une mauvaise santé auto-évaluée ont déclaré être plus touchés par les impacts climatiques tout en étant moins susceptibles d'avoir des mesures de résilience en place à la maison que les répondants ayant une bonne santé auto-évaluée.

Afin de garantir l'équité sociale en matière de résilience au changement climatique, il est essentiel de concevoir des stratégies d'adaptation qui protègent toutes les personnes, en particulier les groupes les plus vulnérables.

À propos de l'enquête

Le rapport s'appuie sur les données recueillies dans le cadre de l'enquête [en ligne annuelle d'Eurofound intitulée «Vivre et travailler dans l'UE»](#). En 2025, l'enquête comprenait une série de questions sur les impacts climatiques ressentis dans le passé, les préoccupations concernant l'avenir et les actions en matière de résilience. L'analyse des réponses à ces questions dans le présent rapport fait partie des activités de l'Observatoire [européen du climat et de la santé](#) visant à soutenir les politiques européennes d'adaptation au changement climatique en mettant l'accent sur la santé et le bien-être.

27 000 personnes de 27 pays européens ont répondu à l'enquête en ligne. Toutefois, l'échantillon n'est pas pleinement représentatif de la population européenne (voir encadré 1.1). Pour résoudre ce problème, des pondérations post-stratification ont été mises en œuvre pour refléter la répartition des données démographiques clés — telles que le sexe, l'âge, l'éducation et le degré d'urbanisation — dans la population générale. Néanmoins, les résultats ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population européenne et les résultats ne concernent que les répondants.

Néanmoins, les résultats fournissent des informations précieuses sur les expériences et les perspectives des répondants et peuvent éclairer la compréhension des préoccupations liées au climat et des comportements d'adaptation.

1 Introduction

Selon l'évaluation européenne des risques climatiques (EUCRA), il existe déjà plusieurs risques climatiques critiques pour la santé humaine, l'environnement bâti, les infrastructures et les écosystèmes en Europe. Si des mesures décisives ne sont pas prises maintenant, la plupart des risques climatiques qui ont été identifiés pourraient atteindre des niveaux critiques ou catastrophiques d'ici la fin de ce siècle (AEE, 2024a). La gestion des risques climatiques actuels et futurs est reconnue dans la politique de l'UE comme essentielle au maintien de la prospérité de l'Europe et de la qualité de vie de ses résidents (CE, 2021; Commission européenne, 2024).

Les points de vue des citoyens européens sur le changement climatique sont régulièrement évalués au moyen d'enquêtes telles que l'Eurobaromètre bisannuel sur le changement climatique (CE, 2025a, par exemple) et l'enquête annuelle de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur le climat (BEI, 2024, par exemple). Ce rapport conjoint de l'AEE et d'Eurofound fournit un angle supplémentaire à cet ensemble de connaissances en présentant les résultats d'une enquête en ligne menée auprès de plus de 27 000 participants dans 27 États membres de l'UE (voir encadré 1.1).

Plus précisément, ce rapport donne un aperçu des types d'impacts liés au climat que les répondants ont vécus personnellement ou dont ils ont été témoins là où ils vivent. Il présente également leurs préoccupations en matière de climat pour l'avenir. Plus important encore, le rapport offre la première vue d'ensemble à l'échelle européenne de la mise en œuvre perçue des mesures de résilience au changement climatique, tant celles déclarées par les répondants au niveau des ménages que leurs observations sur les mesures mises en œuvre par les autorités. Toutefois, étant donné qu'elle repose sur des données autodéclarées et les impressions des répondants, elle devrait être traitée comme un test décisif plutôt que comme un inventaire systématique des efforts d'adaptation.

Il est envisagé que cet aperçu de la perception de la résilience collective de l'UE face au changement climatique contribuera à cibler les efforts dans le cadre des évolutions politiques récentes et en cours, telles que la stratégie de l'Union européenne pour la préparation (CE, 2025b) et le prochain cadre intégré européen pour la résilience face au changement climatique et la gestion des risques. La ventilation des résultats en fonction de la zone géographique et du groupe socio-économique permet de comprendre quels lieux et quelles personnes sont les plus à risque et nécessitent les mesures les plus urgentes.

Encadré 1.1

À propos de l'enquête

Depuis 2020, Eurofound mène une enquête en ligne annuelle à grande échelle intitulée «Vivre et travailler dans l'UE». Initialement, il a été conçu pour évaluer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les conditions de vie et de travail des personnes dans l'ensemble de l'Union européenne (UE). À partir de 2022, le champ thématique de l'enquête en ligne a été élargi pour mesurer les conséquences à long terme de la pandémie, de la guerre en Ukraine et de l'augmentation du coût de la vie.

L'édition 2025 de l'enquête était axée sur le climat et l'environnement. Il comprenait des questions sur les expériences des personnes en matière d'impacts climatiques, les préoccupations concernant les risques futurs et les mesures de résilience prises par les répondants ou observées dans leur région.

L'enquête en ligne utilise une approche d'échantillonnage non probable, principalement basée sur le recrutement en ligne au moyen de publicités ciblées sur les médias sociaux, complétées par un échantillonnage en boule de neige. L'échantillon qui en résulte n'est pas représentatif de la population générale. En outre, les répondants des enquêtes précédentes sont invités à participer aux vagues suivantes. En tant que tel, le panel est régulièrement mis à jour mais non représentatif.

Afin d'améliorer la représentativité de l'enquête, une pondération post-stratification a été appliquée pour aligner l'échantillon sur la composition démographique de la population de l'UE-27 et celle de chaque État membre. En 2025, les facteurs de pondération étaient fondés sur le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et la région.

Entre le 1er avril et le 4 juin 2025, l'enquête en ligne a recueilli les réponses d'environ 27 000 participants dans 27 États membres de l'UE. Parmi ceux-ci, 16 500 étaient des répondants du panel de retour et 10 500 avaient été nouvellement recrutés via les réseaux sociaux (y compris des publicités sur Instagram et Facebook, ainsi que des publications organiques). Un objectif minimal de 500 répondants par pays a été atteint par la plupart des États membres, à l'exception de Chypre, du Luxembourg et de Malte. Quatorze pays avaient des échantillons de plus de 1 000 répondants.

L'enquête a permis de recueillir des informations sur les caractéristiques des répondants (âge, sexe, durée d'occupation, facilité de joindre les deux bouts, état de santé autoévalué, type de ménage, ainsi que situation géographique et degré d'urbanisation). Ces informations ont permis de comparer les réponses entre différents groupes. Le rapport fournit des statistiques descriptives. Cependant, des analyses de régression ont également été effectuées pour vérifier si les différences étaient statistiquement significatives et valides après contrôle des autres caractéristiques des répondants. Seuls les résultats ainsi validés sont rapportés dans cette publication.

L'approche d'échantillonnage non probable signifie que les statistiques descriptives ne doivent pas être considérées comme des estimations ponctuelles précises pour l'ensemble de la population de l'UE, malgré la pondération démographique. Cependant, les relations, les mécanismes et les tendances identifiés sont statistiquement valides et transférables.

Plus d'informations sur l'enquête peuvent être trouvées [ici](#).

2 Impacts liés au climat perçus par les répondants

Dans le cadre de l'enquête, les répondants ont été interrogés sur les incidences climatiques sélectionnées ⁽¹⁾ qu'ils avaient subies au cours des cinq dernières années (voir annexe 1). Les réponses captent les perceptions des participants et peuvent inclure des impacts aux causes multiples, non exclusivement attribuables au changement climatique. Avec cette mise en garde à l'esprit, 80,5 % des répondants ont déclaré avoir subi au moins un impact de ceux énumérés dans l'enquête, comme le montre la figure 2.1. Sur le plan géographique, les répondants du sud et du centre-est de l'Europe étaient les groupes ayant le pourcentage le plus élevé de personnes ayant déclaré avoir subi au moins un impact climatique, à 86,1 % et 85,3 % respectivement.

Ces conclusions sont cohérentes avec les résultats de la dernière enquête de la BEI, dans laquelle 80 % des répondants de l'UE ont déclaré avoir connu au moins un événement météorologique extrême au cours des cinq dernières années (BEI, 2024). Le pourcentage élevé de répondants du sud de l'Europe touchés par diverses incidences climatiques reflète également les conclusions de l'Eurobaromètre spécial 2025 sur le changement climatique (CE, 2025a). Il soutient également l'accent mis par l'EUCRA (AEE, 2024a) sur l'urgence critique de lutter contre les risques climatiques dans cette région.

La chaleur a été le principal impact lié au climat rencontré par les répondants à l'enquête. Au cours des cinq dernières années, 49,7 % des répondants au sondage se sont sentis trop chauds à la maison, 46,8 % dans leur lieu de travail ou de scolarité et 60,7 % à l'extérieur de leur quartier. Cela indique qu'un moyen essentiel de réduire les effets de la chaleur sur la santé, le bien-être et la productivité des personnes est de veiller à ce que les bâtiments de l'UE et l'environnement de vie et de travail au sens large soient résilients à la chaleur (Martinez et al., 2025; EEE, 2022a).

Dans l'ensemble, 34 % des répondants ont signalé une augmentation perçue des piqûres de moustiques ou de tiques au cours des 5 dernières années. L'abondance des vecteurs, la durée de la saison de morsure et la probabilité de transmission de la maladie sont influencées par le changement climatique (AEE, 2022a). Le pourcentage de ceux qui ont subi le plus de morsures était le plus élevé en Europe du Sud et du Centre-Est (graphique 2.1), y compris à Chypre (60,9 %), en Grèce (59,0 %) et en Croatie (57,7 %).

Cela est préoccupant du point de vue de la santé publique, car ces pays ont une présence confirmée de moustiques envahissants *Aedes* (ECDC, 2025) qui peuvent être porteurs de dengue, de Zika et de chikungunya. Ils ont également les moustiques indigènes *Culex pipiens* (ECDC, 2023) qui sont capables de propager la fièvre du Nil occidental.

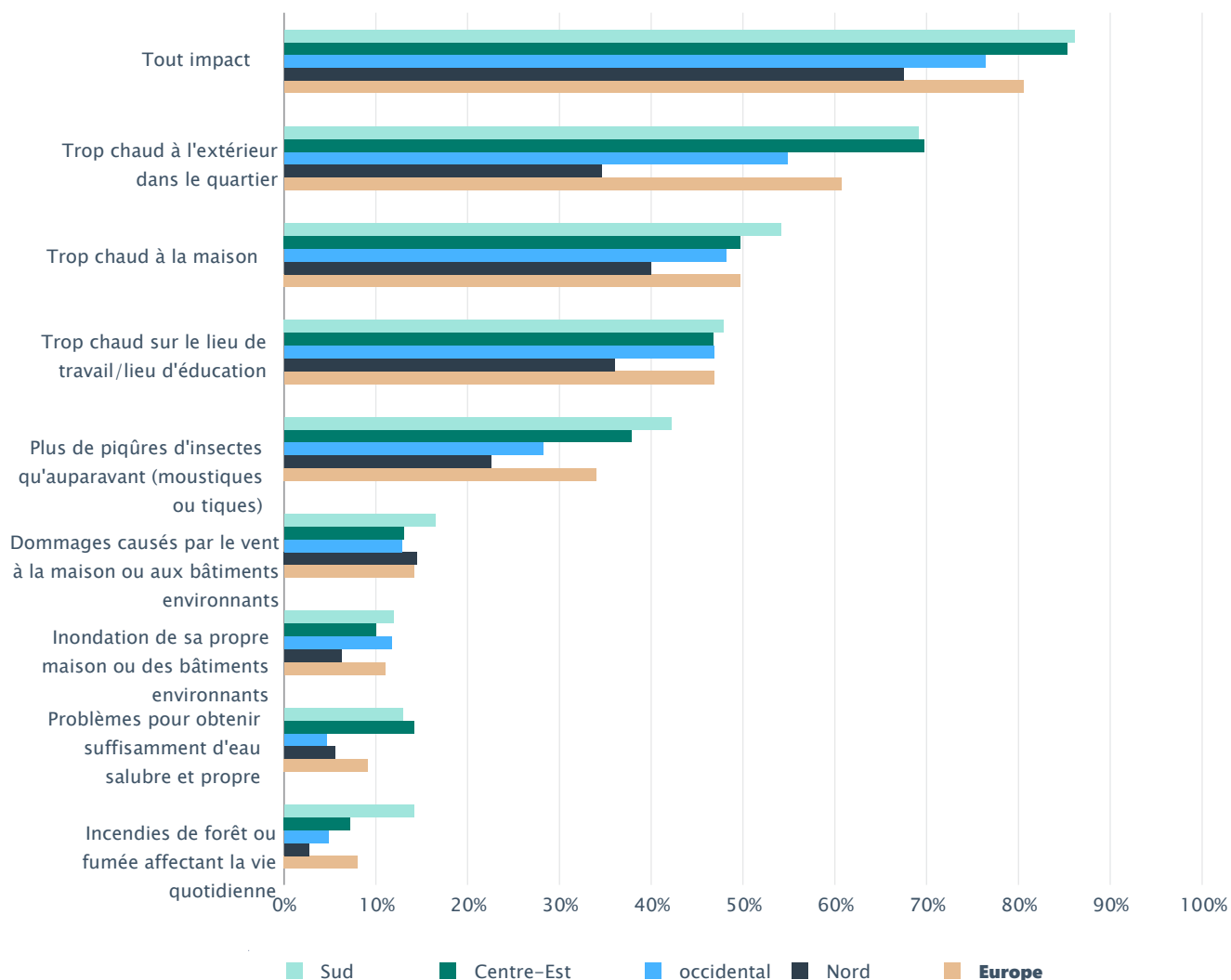
Les dommages causés par le vent aux maisons ou aux bâtiments à proximité ont été ressentis par 14,1 % des répondants au cours des cinq dernières années. En dehors de cela, tous les autres impacts climatiques ont été ressentis par environ un dixième des répondants (voir figure 2.1).

Il y avait des différences substantielles entre les pays en ce qui concerne le pourcentage de répondants qui avaient subi les impacts. Par exemple, l'expérience des dommages causés par le vent aux maisons ou aux bâtiments des répondants à proximité était la plus répandue en Irlande (43,3 % des répondants), mais aussi en Croatie (29,4 %) et en Hongrie (26,6 %).

1 La liste des incidences climatiques figurant dans l'enquête n'est pas exhaustive. Il a été compilé par Eurofound et l'AEE en collaboration avec les organisations partenaires de l'Observatoire européen du climat et de la santé. La liste était guidée par les risques reconnus pour la prospérité et le bien-être de la population européenne associés au changement climatique (AEE, 2024a; EEE, 2025c). La sélection finale des éléments à inclure a pris en compte la longueur de l'enquête.

Graphique 2.1 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, par région européenne

Au cours des 5 dernières années, avez-vous vécu l'une des expériences suivantes là où vous vivez?



Remarques Les groupes géographiques utilisés dans ce graphique et dans les graphiques suivants sont les suivants: Europe centrale et orientale (Bulgarie, Tchéquie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Slovaquie); Europe du Nord (Danemark, Estonie, Finlande, Irlande, Lettonie, Lituanie et Suède); Europe du Sud (Chypre, Croatie, Grèce, Italie, Malte, Monténégro, Portugal, Slovénie et Espagne); Europe occidentale (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse).
Les résultats de l'enquête pour chaque pays peuvent être consultés [dans le](#) visualiseur interactif.

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

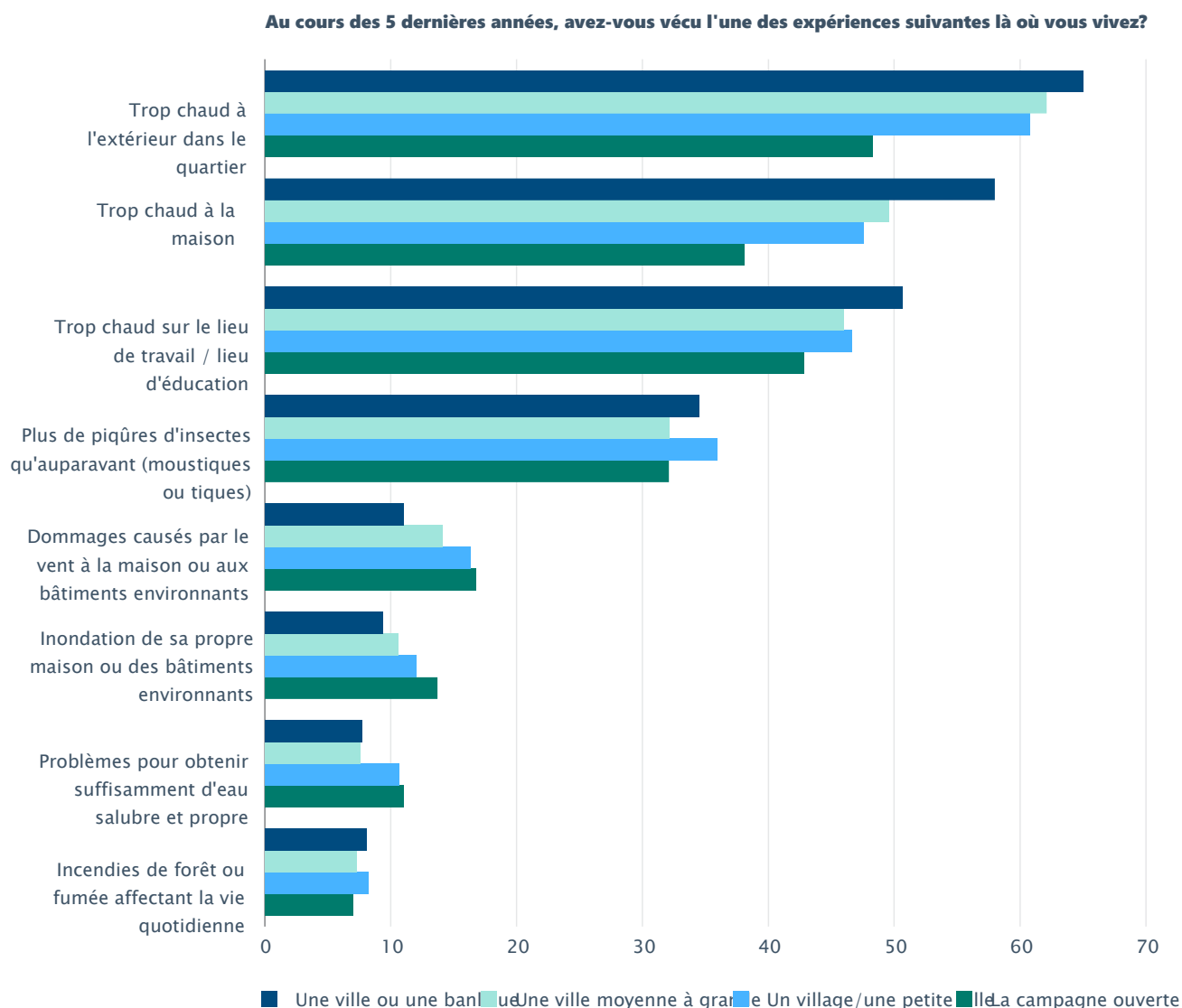
Les incendies de forêt et leur fumée étaient les plus fréquents en Grèce (41,1 %), au Portugal (35,2 %) et à Chypre (20,3 %), contre une moyenne de 8 % dans l'ensemble de l'Europe. Le pourcentage de répondants qui avaient connu des inondations au cours des cinq dernières années reflétait la tendance des inondations à grande échelle au cours de cette période. Par exemple, un pourcentage beaucoup plus élevé de répondants en Autriche (25,9 %) et en Slovénie (19,1 %) ont déclaré avoir subi des inondations que la moyenne européenne globale de 11 %.

2 Impacts liés au climat perçus par les répondants

Les impacts liés au climat ont été ressentis différemment selon que les répondants vivaient en milieu urbain ou rural. Le pourcentage de répondants qui éprouvent de la chaleur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, a augmenté avec le degré croissant d'urbanisation (figure 2.2).

En revanche, dans les milieux plus urbanisés, les pourcentages de répondants ayant déclaré avoir été touchés par le vent, les inondations ou des problèmes d'accès à l'eau étaient plus faibles. Cela peut refléter le niveau plus élevé de protection contre les inondations dans les villes par rapport aux zones moins denses ou indiquer un bon accès aux infrastructures, telles que l'approvisionnement public en eau, dans les villes.

Figure 2.2 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, selon le niveau autodéclaré d'urbanisation.



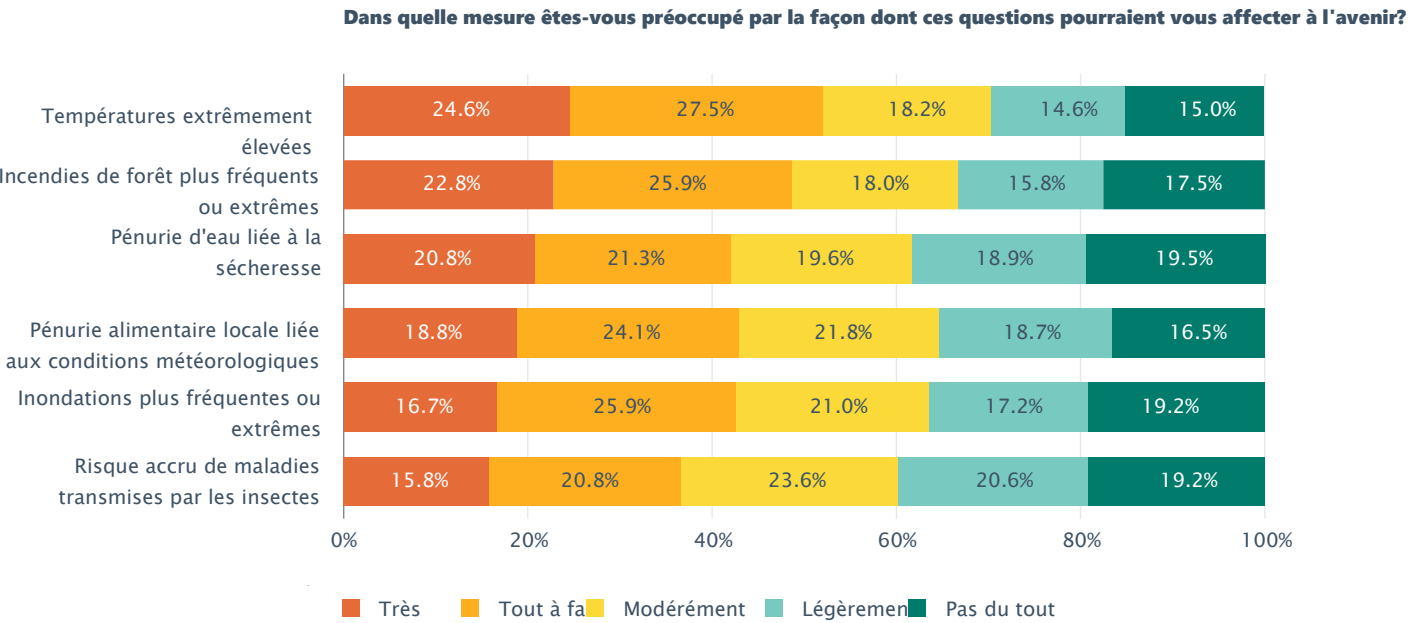
Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

3 Préoccupations concernant les impacts climatiques futurs

Plus de la moitié des répondants (52,1 %) étaient très préoccupés ou très préoccupés par les températures extrêmement élevées qui perturbent la vie quotidienne et le bien-être à l'avenir. La deuxième question la plus préoccupante pour les répondants était celle des incendies de forêt plus fréquents ou plus extrêmes; 48,7 % ont déclaré qu'ils étaient très ou tout à fait préoccupants. Cela corrobore l'EUCRA, qui a identifié la chaleur et les incendies de forêt comme l'un des risques les plus graves pour la santé humaine et nécessitant l'action la plus urgente (AEE, 2024a).

Un nombre similaire de répondants (entre 42 % et 43 %) étaient très ou très préoccupés par la réduction de l'accès à la nourriture locale/saisonnnière ou à l'eau salubre et par des inondations plus fréquentes ou plus extrêmes. La probabilité plus élevée de contracter des maladies causées par des piqûres de moustiques ou de tiques était le problème le moins préoccupant pour les répondants (figure 3.1).

Graphique 3.1 Pourcentage de répondants préoccupés par les incidences futures sur le climat



Note : Les résultats de l'enquête pour chaque pays peuvent être consultés [dans le visualiseur interactif](#).

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

Il y a une nette division géographique dans le niveau de préoccupation pour tous les dangers. Deux fois plus de personnes interrogées dans le sud de l'Europe que dans le nord de l'Europe étaient très ou assez préoccupées par les températures élevées futures (61 % contre 29,9 %), les inondations plus extrêmes ou plus fréquentes (50,2 % contre 25,3 %) et les incendies de forêt plus extrêmes ou plus fréquents (58,8 % contre 29,9 %).

Un pourcentage plus élevé de répondants d'Europe centrale et orientale étaient très ou assez préoccupés par la perspective de contracter des maladies dues aux tiques ou aux moustiques par rapport à ceux d'Europe du Nord (45,1% contre 29,1%), l'accès à l'eau pour un usage quotidien (54,3% contre 23,2%) et l'accès à la nourriture (53,1% contre 29,9%).

3 Préoccupations concernant les impacts climatiques futurs

Voir le [visualiseur interactif](#) pour une ventilation détaillée des réponses pour chaque pays.

4 Mesures de résilience au changement climatique déclarées par les répondants

Si l'UE et les différents États membres disposent d'un cadre d'action solide pour soutenir l'adaptation au changement climatique, il existe peu d'informations sur les actions mises en œuvre et leur efficacité. Cela empêche de bien comprendre les progrès accomplis par l'Europe sur la voie de la résilience au changement climatique (AEE, 2025a).

Les résultats de l'enquête présentés dans ce chapitre contribuent à faire la lumière sur le niveau de mise en œuvre des mesures de résilience au changement climatique dans toute l'Europe. Les répondants à l'enquête ont été invités à confirmer si certaines mesures de résilience au changement climatique étaient ou non en place pour leur ménage et à répondre aux questions sur les actions menées par les autorités qui contribuent à la résilience au changement climatique qu'ils avaient vues dans leur région ⁽²⁾ (tableau 1.1). Les mesures énumérées comprenaient à la fois des initiatives fondées sur l'infrastructure (nécessitant des mesures d'intervention physique) et des initiatives non fondées sur l'infrastructure.

Les mesures de résilience au changement climatique énumérées peuvent être alignées sur les différentes étapes du cycle de gestion des crises:

- la prévention (en minimisant les effets d'une crise ou d'une catastrophe avant l'événement);
- préparation (planification de la réaction);
- la réaction (actions en cas de crise ou de catastrophe pour en minimiser l'impact);
- la reprise (retour à la situation avant une crise ou une catastrophe) (AEE, 2017; CE, 2025c).

Tableau 1.1 Mesures de résilience incluses dans l'enquête

	Mesure de la résilience au changement climatique	Basé sur l'infrastructure?	Phase du cycle de gestion de crise
Au niveau des ménages	Isolation des murs ou du toit	Oui	Préparation
	Climatisation ou ventilation	Oui	Préparation
	Ombrage	Oui	Préparation
	Protection contre les inondations	Oui	Préparation
	Collecte des eaux de pluie	Oui	Préparation
	Système d'alimentation de secours ou générateur	Oui	Préparation
	Trousse d'urgence	Non	Préparation/réponse
	Assurance habitation couvrant les phénomènes météorologiques extrêmes	Non	Préparation/récupération
Dirigé par les autorités	Avertissements ou alertes pour les événements météorologiques extrêmes	Non	Préparation
	Campagnes de sensibilisation sur les risques et les mesures à prendre en cas de conditions météorologiques extrêmes	Non	Préparation
	Plus d'arbres plantés ou un meilleur accès aux espaces verts	Oui	Prévention
	Fourniture de centres de refroidissement	Oui	Préparation
	Changements aux horaires de travail/d'éducation pour éviter les activités dans les heures ou les jours les plus chauds	Non	Préparation/réponse
	Prévention des inondations	Oui	Prévention
	Restrictions d'utilisation de l'eau pendant les sécheresses	Non	Préparation/réponse
	Mesures de lutte contre les moustiques	Non	Prévention
Note : Voir l'annexe 1 pour la formulation exacte des questions relatives aux mesures de résilience au changement climatique.			

2 L'expression « votre région » n'a pas été précisée plus loin dans l'enquête et a été laissée ouverte à l'interprétation.

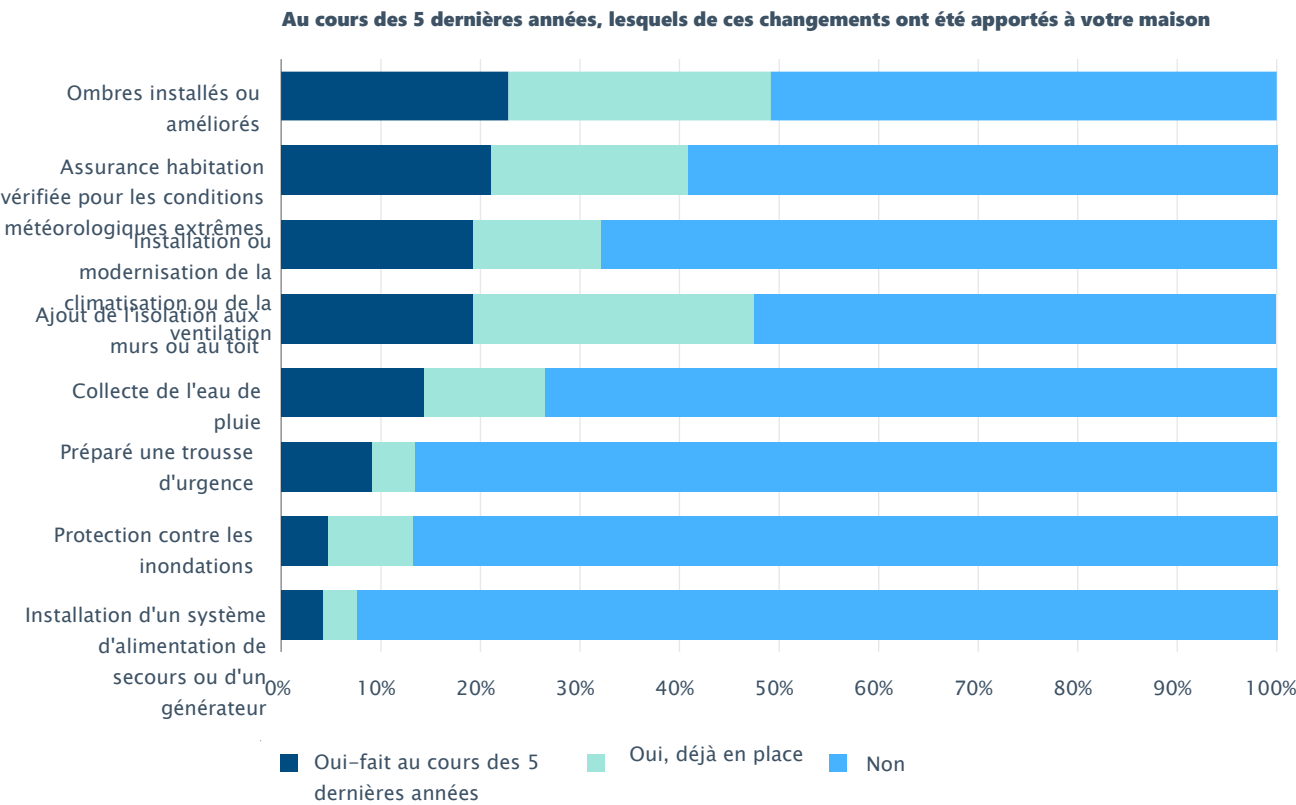
4 Mesures de résilience au changement climatique déclarées par les répondants

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.
(2) L'expression « votre région » n'a pas été précisée plus loin dans l'enquête et a été laissée ouverte à l'interprétation.

4.1 Résilience au niveau des ménages

Alors que 77,9 % des répondants avaient au moins une des mesures de résilience au changement climatique énumérées dans l'enquête en place à domicile, aucune des mesures n'était en place dans plus de la moitié des foyers des répondants (figure 4.1). Certaines mesures (par exemple, la protection contre les inondations) peuvent ne pas être pertinentes pour les environnements où des dangers particuliers sont absents. Cependant, un faible pourcentage de répondants avaient mis en place des mesures plus universelles (par exemple, une trousse d'urgence ou une source d'alimentation de secours). Les résultats suggèrent en général une sous-préparation générale aux aléas climatiques et à d'autres crises au niveau des ménages dans toute l'Europe.

Graphique 4.1 Pourcentage de répondants ayant des mesures de résilience au changement climatique à domicile



Note : Les résultats de l'enquête pour chaque pays peuvent être consultés dans la vue interactive r.
Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

4 Mesures de résilience au changement climatique déclarées par les répondants

Deux des mesures les plus couramment prises à la maison sont conçues pour lutter contre la chaleur. La mesure la plus courante en place dans les maisons était l'amélioration de l'ombrage; 49,2 % des répondants ont déclaré l'avoir mis en place. Il s'agit d'une mesure d'adaptation relativement abordable et les ombrages internes et externes sont efficaces pour abaisser les températures internes des bâtiments (Martinez et al., 2025).

La deuxième mesure la plus populaire était l'isolation des toits et des murs (47,6%). Dans les bâtiments bien conçus, cela peut réduire la surchauffe, mais dans les bâtiments qui ne disposent pas d'une ventilation, d'un ombrage ou d'une masse thermique adéquats, cela peut aggraver la surchauffe (Martinez et al., 2025); par conséquent, l'efficacité de cette mesure dépend de son contexte. Par exemple, dans l'enquête européenne de 2023 sur le revenu et les conditions de vie, seuls 24,2 % des répondants dans 16 pays européens considéraient que le système de refroidissement et l'isolation thermique de leur logement étaient suffisants pour garder le logement suffisamment frais pendant l'été (Eurostat, 2023).

Dans l'ensemble, 32,1 % des répondants ont déclaré avoir installé ou amélioré la climatisation ou la ventilation. Alors que la climatisation peut être efficace pour protéger la santé, en particulier pour les personnes vulnérables, l'utilisation intensive de la climatisation est un exemple de mauvaise adaptation. Elle entraîne des problèmes liés aux pics de demande d'électricité et la chaleur générée par les équipements peut contribuer aux effets des îlots de chaleur urbains (AEE, 2022c).

En outre, le refroidissement mécanique — climatisation, ventilation active ou utilisation de ventilateurs — nécessite à la fois un investissement initial et une consommation d'électricité et génère donc des coûts supplémentaires pour les ménages. Cela peut empêcher les gens d'installer ou d'utiliser de telles mesures.

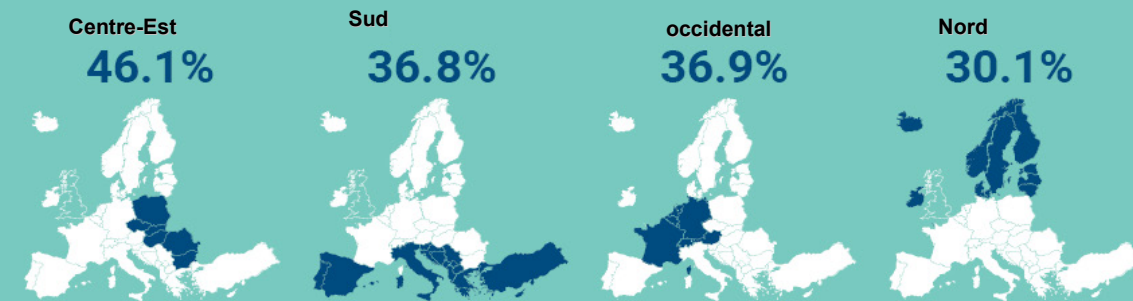
Lorsqu'on leur a demandé s'ils pouvaient se permettre de garder leur maison suffisamment fraîche en été, 38,2 % des répondants au sondage ont répondu négativement. Le pourcentage le plus élevé de répondants ne pouvant pas se permettre de garder leur maison au frais en été a été observé en Europe centrale et orientale (46,1 %), contre 30,1 % en Europe du Nord (figure 4.2).

Figure 4.2 Pourcentage de répondants dont les ménages n'ont pas les moyens de garder la maison suffisamment fraîche en été

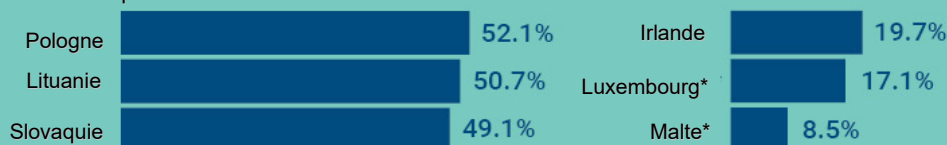
Pouvez-vous vous permettre de garder votre maison suffisamment fraîche en été?

Pourcentage de répondants dont les ménages n'ont pas les moyens de garder la maison suffisamment fraîche en été

Pourcentage de répondants par région



Pays présentant le pourcentage le plus élevé et pays présentant le pourcentage le plus faible

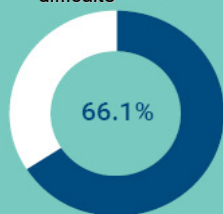


Pourcentage de répondants selon les moyens financiers, l'ancienneté, l'âge et la composition du ménage

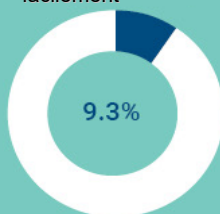


Facilité de joindre les deux bouts

Avec difficulté ou grande difficulté

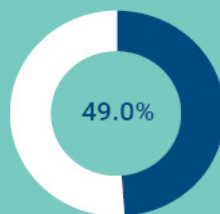


Facilement ou très facilement

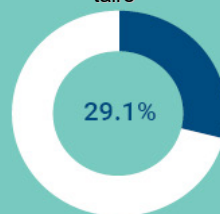


Propriétaire

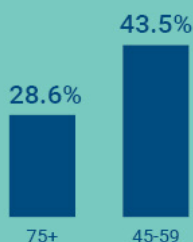
Locataire



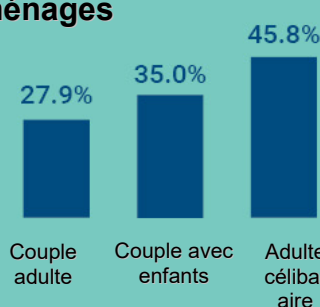
Propriétaire



Âge



Composition des ménages



* Faible fiabilité en raison de la faible taille de l'échantillon

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

Dans l'ensemble, 40,8 % des répondants ont déclaré avoir une assurance habitation contre les conditions météorologiques extrêmes. Il y avait des différences substantielles entre les pays en ce qui concerne le nombre de répondants ayant déclaré avoir une assurance habitation contre les conditions météorologiques extrêmes. En Suède, 17,4 % des répondants l'avaient contre 70,1 % au Luxembourg.

Les différents systèmes d'assurance en place dans chaque pays influencent la disponibilité et le caractère abordable de l'assurance. Selon l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (2024), la Grèce, l'Italie et la Roumanie affichaient les scores d'écart de protection les plus élevés pour les catastrophes naturelles en raison d'une combinaison de risques et d'une faible pénétration de l'assurance. L'assurance contre les inondations s'est révélée particulièrement inabordable dans les zones à haut risque de Pologne et du Portugal, suivies de plusieurs régions de Croatie, d'Allemagne et des États baltes (Tesselaar et al., 2020). Les résultats de l'enquête Eurofound (2025) présentés ici reflètent ces tendances dans une certaine mesure (voir le visualiseur interactif). Cependant, ils devraient être traités avec prudence étant donné que l'échantillon de l'enquête n'était pas représentatif et que l'information a été autodéclarée par les répondants. En outre, la couverture d'assurance autodéclarée peut être sujette à un biais de rappel, car les répondants peuvent ne pas se souvenir avec précision ou comprendre les conditions spécifiques de leurs polices concernant la protection contre les conditions météorologiques extrêmes.

Plus d'un quart des répondants au sondage ont déclaré qu'ils recueillaient l'eau de pluie à la maison pour l'utiliser pendant les périodes sèches. Dans certains pays, comme la Belgique, la Tchéquie et la Slovaquie, plus de 40 % des personnes interrogées disposaient d'un système de collecte des eaux de pluie. Un nombre considérable de répondants ont indiqué qu'ils avaient installé des systèmes de collecte des eaux de pluie au cours des cinq années précédentes (par exemple, 26,7 % des répondants en Tchéquie, suivis de près d'un quart des répondants en Estonie et en Slovaquie).

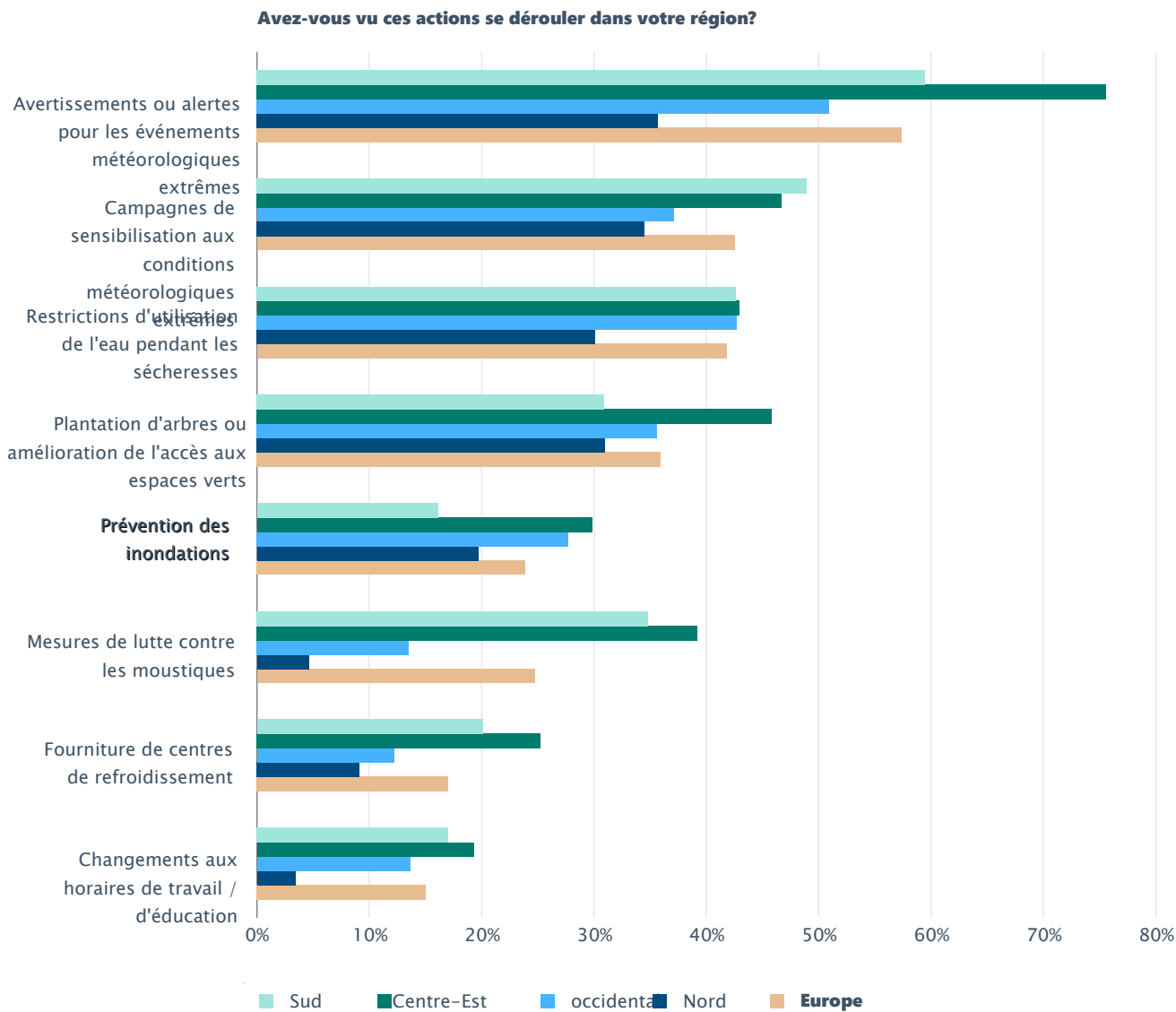
Parmi les mesures les moins fréquemment signalées figurait la protection contre les inondations; seuls 13,2 % des répondants ont déclaré avoir mis en place des mesures. La protection contre les inondations au niveau de la propriété ne s'applique que dans les zones susceptibles d'être inondables et nécessite des investissements substantiels et des modifications structurelles du logement.

Cependant, avoir une trousse d'urgence préparée est une mesure simple qui est relativement bon marché à mettre en œuvre. Malgré cela, les kits n'étaient en place que dans 13,5 % des ménages interrogés. Au Danemark, en Estonie et en Suède, un pourcentage important de répondants (plus de 22 % des répondants dans chacun de ces pays) avait pris cette mesure au cours des cinq dernières années. Cela peut être lié aux récents appels lancés aux citoyens par leur gouvernement pour qu'ils se préparent à d'éventuelles crises liées à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

4.2 Mesures de résilience perçues dans les domaines des répondants

Dans l'ensemble, 82,2 % des répondants ont déclaré avoir vu au moins une des mesures de résilience climatique menées par les autorités énumérées dans l'enquête dans leur région (graphique 4.3). Les mesures les plus fréquemment signalées — alertes précoces et alertes (déclarées par plus de 57 % des répondants) et campagnes de sensibilisation (notées par 42,5 % des répondants) — correspondent à une bonne couverture de ces actions dans les politiques nationales d'adaptation et les stratégies nationales de santé (Observatoire européen du climat et de la santé, 2022). En outre, des plans d'action chaleur-santé — y compris des avertissements concernant les températures élevées — sont en place dans 19 des États membres de l'UE-27 (AEE, 2024c). Cela peut expliquer en partie le nombre élevé de répondants ayant observé des avertissements et des alertes.

Figure 4.3 Pourcentage de répondants ayant observé des mesures de résilience au changement climatique dans leur région



Note : Les résultats de l'enquête pour chaque pays peuvent être consultés dans le visualiseur interactif.

Source : EEE sur la base d'Eurofound (2025).

Les systèmes d'alerte précoce sont l'une des mesures les plus rentables contre les phénomènes météorologiques extrêmes (AEE, 2020; EEE, 2024b). S'ils sont déployés correctement, ils peuvent réduire les impacts des phénomènes météorologiques extrêmes sur les personnes. Par exemple, lors des inondations en Europe centrale de 2024, le nombre de décès a été inférieur à celui des inondations précédentes. C'était malgré le fait que les précipitations étaient plus lourdes et que les inondations étaient à plus grande échelle. Le nombre inférieur de décès a été attribué au bon fonctionnement des systèmes d'alerte précoce (World Weather Attribution, 2024). En tant que tel, l'observation selon laquelle ils sont largement utilisés devrait être considérée comme un aspect positif de la préparation au changement climatique.

En outre, plus de 4 répondants sur 10 avaient participé à des campagnes de sensibilisation au changement climatique ou aux conditions météorologiques extrêmes dans leur région; ce type de mesure peut renforcer l'efficacité des alertes précoces et

des alertes. La connaissance de la manière d'agir en cas d'urgence est essentielle pour garantir l'efficacité des avertissements ou des alertes émis par les autorités (par exemple, Diakakis et al., 2022). Dans la dernière enquête de la BEI, 38 % des personnes interrogées ont souligné que l'éducation du public sur les comportements à adopter pour prévenir les phénomènes météorologiques extrêmes ou y répondre constituait une mesure d'adaptation importante (BEI, 2024).

La troisième mesure la plus fréquemment relevée — les restrictions d'utilisation de l'eau dues aux sécheresses — a été signalée par 41,8 % des répondants. La part de la population de l'UE touchée par la pénurie d'eau augmente dans le contexte à la fois du changement climatique et de la gestion non durable des ressources en eau (AEE, 2025d). En conséquence, les restrictions d'utilisation de l'eau deviennent de plus en plus courantes. Par exemple, 48 % des plans d'action municipaux pour le climat mis en œuvre en Europe décrivent des mesures de conservation de l'eau (y compris le rationnement/les restrictions et la réutilisation des eaux grises) (AEE, 2024b).

Dans l'ensemble, 35,9 % des répondants ont déclaré que davantage d'arbres étaient plantés ou que l'accès aux espaces verts était amélioré dans leur région. Il s'agit de la mesure de résilience climatique fondée sur les infrastructures la plus fréquemment citée et sélectionnée par les répondants. Les solutions fondées sur la nature — c'est-à-dire les mesures visant à lutter contre les effets du changement climatique qui sont inspirées par la nature ou soutenues par celle-ci — sont reconnues dans la politique de l'UE comme une option clé en matière d'adaptation au changement climatique (par exemple, CE, 2021) et sont déjà fréquemment utilisées. Par exemple, une analyse des plans d'action urbains pour le climat en Europe a révélé que 9 plans sur 10 comportaient des mesures liées à l'environnement, à la verdure et à la biodiversité (AEE, 2024b). Dans l'enquête de la BEI (2024), 42 % des répondants de l'UE ont indiqué que l'une des principales priorités pour l'adaptation locale au changement climatique est de refroidir les villes en ajoutant des rues bordées d'arbres et en créant des espaces verts.

Des mesures de lutte contre les moustiques ont été observées par 24,7 % des répondants. Une enquête du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies suggère que 18 des 26 pays européens ayant répondu ont mis en œuvre une forme de lutte contre les moustiques en 2021 (ECDC, 2021). Le climat dans de grandes parties de l'Europe se prête de plus en plus aux maladies transmises par les moustiques (van Daalen et al., 2024) et, à ce titre, on peut s'attendre à ce que cette mesure soit encore nécessaire à l'avenir.

Un peu moins d'un quart des répondants (23,9 %) ont déclaré avoir vu des mesures de prévention des inondations mises en œuvre dans leur région. C'est une proportion relativement élevée, car tout le monde ne vit pas dans une zone qui nécessite une protection contre les inondations des rivières, des côtes ou des eaux de ruissellement.

Parmi toutes les mesures énumérées, les deux que les répondants les moins nombreux ont déclaré avoir rencontrées étaient la fourniture de centres de refroidissement (bâtiments avec climatisation à la disposition du public) et des changements aux horaires de travail ou d'éducation pour éviter le moment le plus chaud de la journée.

Pour bon nombre des mesures de résilience climatique prises par les autorités, l'Europe centrale et orientale était la région où le pourcentage de répondants ayant déclaré les avoir rencontrées était le plus élevé. L'Europe du Nord était la région où les pourcentages étaient les plus faibles pour bon nombre des mesures énumérées (graphique 4.3).

Des différences substantielles peuvent être observées dans les perceptions des répondants de différents pays (voir le [visualiseur interactif](#)). Par exemple, plus de 90 % des personnes interrogées en Pologne et au Portugal avaient été averties de phénomènes météorologiques extrêmes, contre 18,2 % au Danemark ou 23,3 % en Suède. Au Portugal et en Lituanie, plus de 70 % des personnes interrogées ont fait état de campagnes de sensibilisation là où elles vivent.

Près de 60 % des personnes interrogées en Hongrie ont déclaré avoir vu davantage d'arbres et d'espaces verts dans leur région. Un pourcentage élevé de répondants de Grèce (45 %) et de Roumanie (plus de 40 %) ont indiqué qu'ils connaissaient des centres de refroidissement dans leur région. L'Autriche, la Tchéquie et la Slovaquie

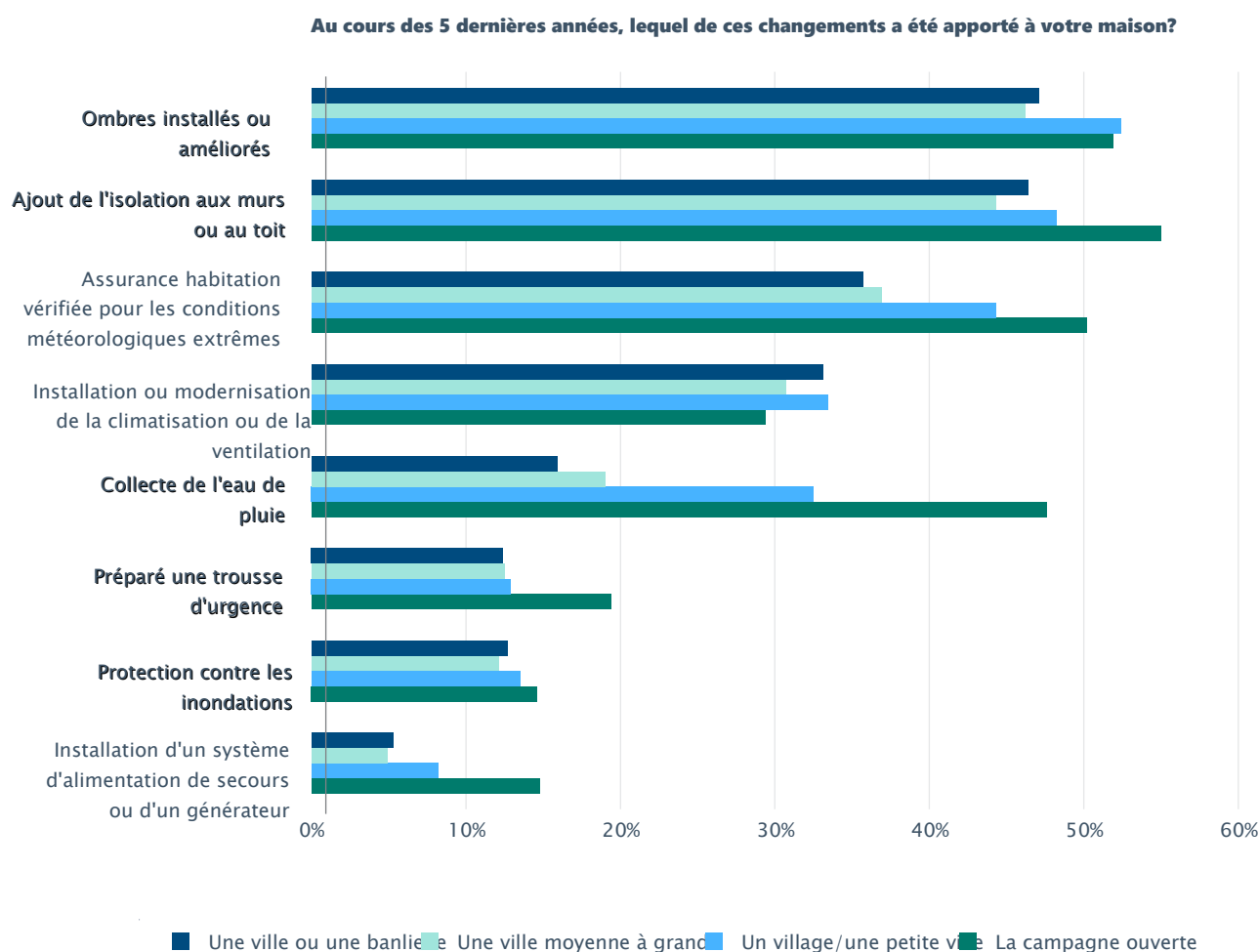
affichaient le pourcentage le plus élevé de répondants ayant vu des mesures de prévention des inondations dans leur région (plus de 40 %).

4.3 Différences entre les répondants urbains et ruraux

En ce qui concerne la résilience au niveau des ménages, un pourcentage plus élevé de personnes vivant en pleine campagne avaient mis en œuvre des mesures de résilience au changement climatique à domicile par rapport à celles vivant dans des zones plus urbanisées (graphique 4.4). Environ trois fois plus de personnes interrogées à la campagne disposaient de systèmes de collecte d'eau de pluie que dans les villes (47,6 % et 15,9 %, respectivement) ou d'une alimentation/d'un générateur de secours (14,8 % contre 5,3 %). Cela peut s'expliquer par :

- un pourcentage plus élevé de personnes vivant dans des zones rurales vivant dans des maisons plutôt que dans des appartements (Eurostat, 2024);
- des cas plus élevés d'accession à la propriété dans les zones rurales;
- un besoin accru d'autonomie dans les zones rurales en raison de la faible densité de population et de la rareté des infrastructures et des installations.

Graphique 4.4 Pourcentage de répondants déclarant des mesures de résilience climatique au niveau des ménages, par niveau d'urbanisation autodéclaré



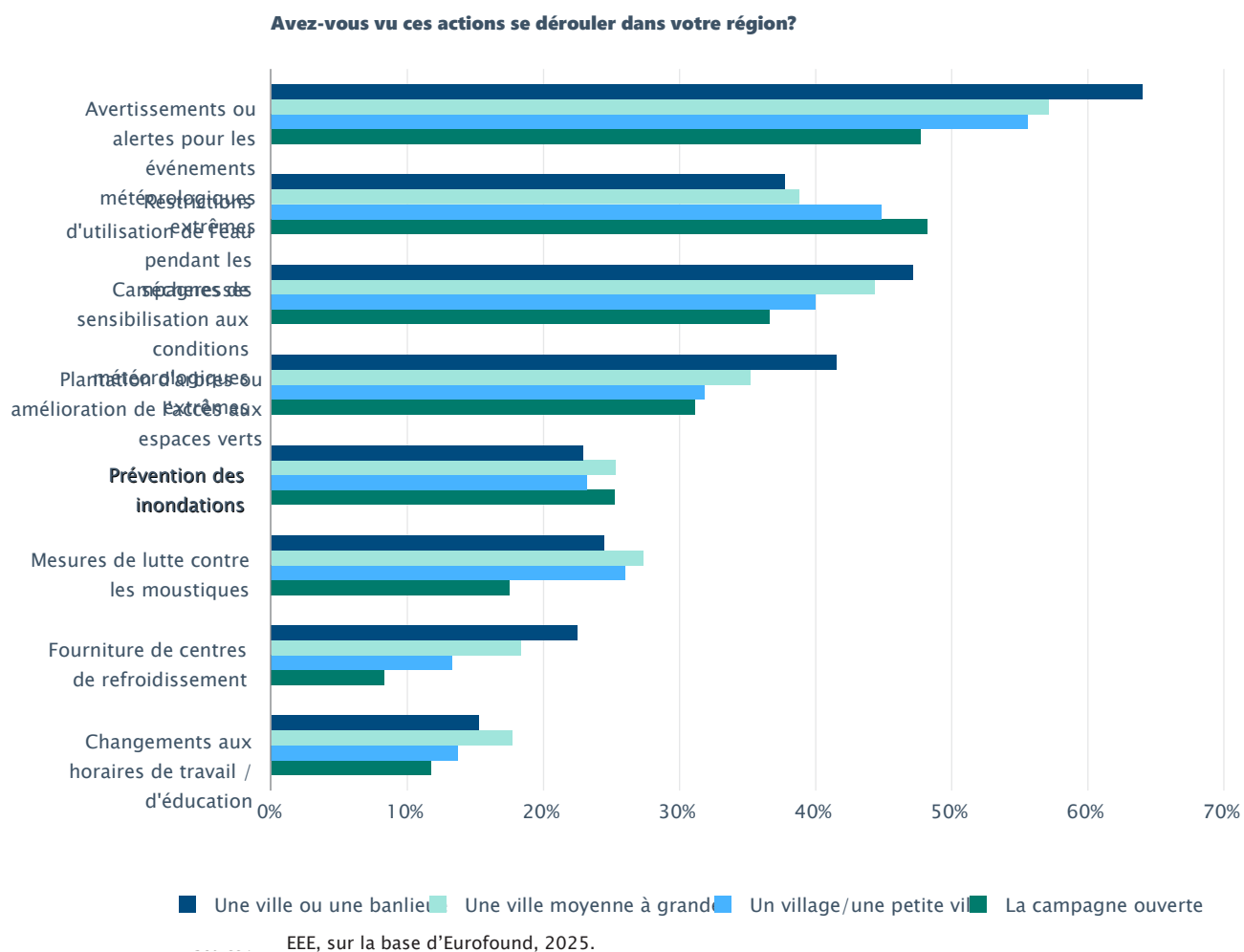
Source : EEE sur la base d'Eurofound (2025).

4 Mesures de résilience au changement climatique déclarées par les répondants

En revanche, la plupart des mesures de résilience au changement climatique prises par les autorités ont été observées par un pourcentage plus élevé de répondants dans les villes que dans les villages et les zones rurales (à l'exception des restrictions d'utilisation de l'eau et de la prévention des inondations, qui étaient plus susceptibles d'être signalées par les habitants des zones rurales; Figure 4.4). Cela peut être dû à la densité de population plus élevée dans les villes et donc à une exposition globale plus élevée des personnes et des actifs aux risques climatiques, ce qui augmente la nécessité et la faisabilité de mesures d'adaptation.

Cependant, cela peut également refléter la plus grande capacité des grandes villes à agir en matière d'adaptation. Par exemple, une analyse antérieure de l'AEE des mesures d'adaptation par les signataires de la Convention des maires pour le climat et l'énergie indiquait que les municipalités de plus de 50 000 habitants étaient plus susceptibles de mettre en œuvre des mesures ciblant les températures élevées, telles que la plantation d'arbres et le verdissement urbain, que les municipalités plus petites (AEE, 2020). En outre, les petites municipalités et villes ont tendance à être à la traîne par rapport aux villes en ce qui concerne les évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, le soutien politique aux actions d'adaptation et la disponibilité de financements pour l'adaptation (AEE, 2020; Venner et al., 2025).

Figure 4.5 Pourcentage de répondants percevant des mesures de résilience au changement climatique prises par les autorités, selon le niveau d'urbanisation autodéclaré



5 Différences entre les groupes de répondants

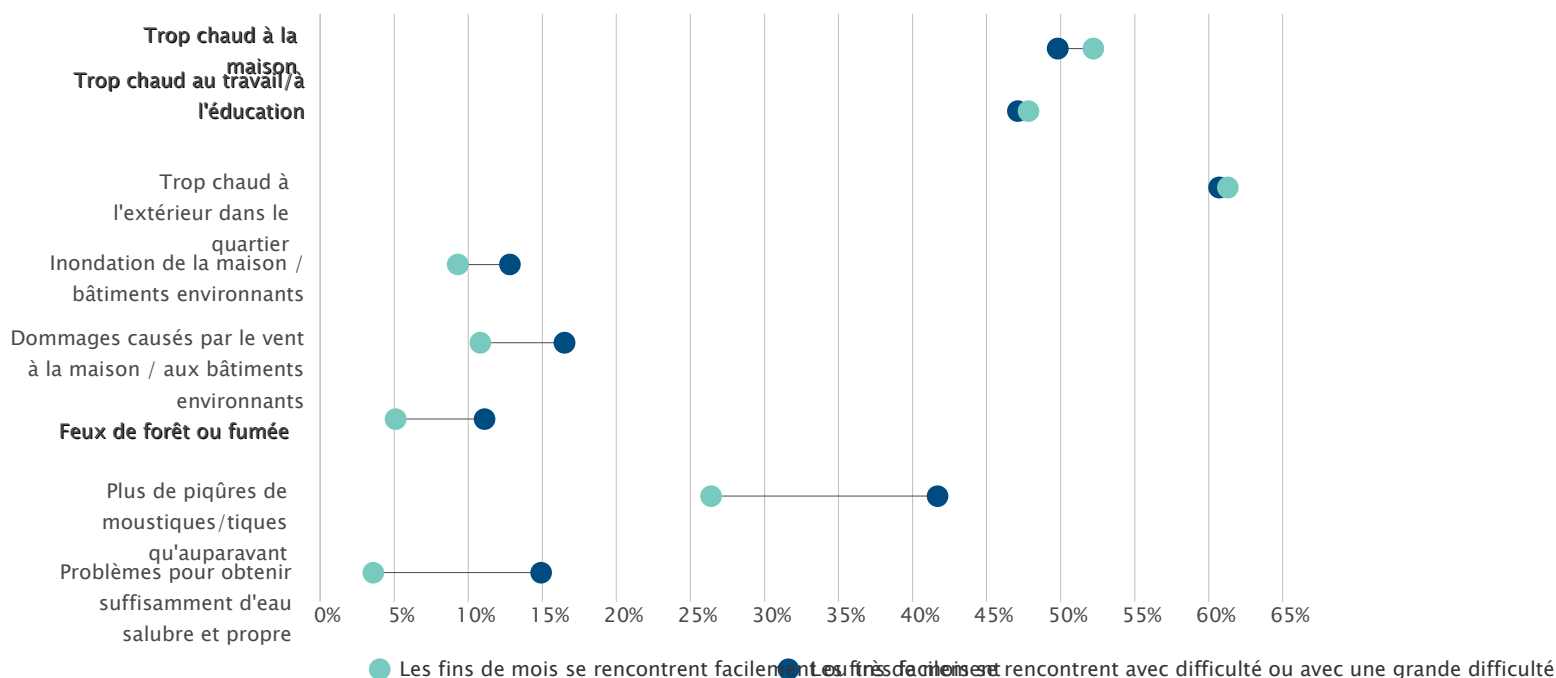
5.1 Moyens financiers des ménages

Les moyens financiers des ménages ont été estimés en demandant aux répondants dans quelle mesure il leur était facile ou difficile de joindre les deux bouts³ (). Dans le cas de la quasi-totalité des aléas climatiques, à l'exception de la chaleur, un pourcentage plus élevé de répondants ayant répondu qu'il était très difficile ou difficile de joindre les deux bouts ont déclaré avoir été touchés au cours des cinq dernières années par rapport à ceux ayant répondu qu'il était très facile ou facile de joindre les deux bouts.

Plus du double du nombre de répondants du groupe qui éprouvait des difficultés financières ont noté des incendies de forêt ou de la fumée là où ils vivent par rapport aux répondants qui finissent facilement ou très facilement. La plus grande différence relative entre les répondants avec et sans difficulté pour joindre les deux bouts était liée aux problèmes d'accès à l'eau potable. Quatre fois plus de ménages en difficulté que de ménages financièrement sûrs ont eu des problèmes dans ce domaine.

Sans surprise dans ce contexte, les niveaux de préoccupation concernant les impacts futurs étaient également plus élevés chez ceux qui luttent pour joindre les deux bouts pour presque tous les impacts. La seule exception était les températures élevées futures; des pourcentages similaires de répondants de chaque groupe ont exprimé des préoccupations à ce sujet (figure 5.1).

Figure 5.1 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, selon les moyens financiers des ménages



Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

3 La question était formulée comme suit: 'Un ménage peut avoir différentes sources de revenu et plus d'un membre du ménage peut y contribuer. En pensant au revenu mensuel total de votre ménage, votre ménage est capable de joindre les deux bouts. Les options de réponse étaient les suivantes: 'Avec une grande difficulté', 'Avec une difficulté', 'Assez facilement', 'Facilement', 'Très facilement', 'Ne sait pas' et 'Préférez ne pas répondre'.

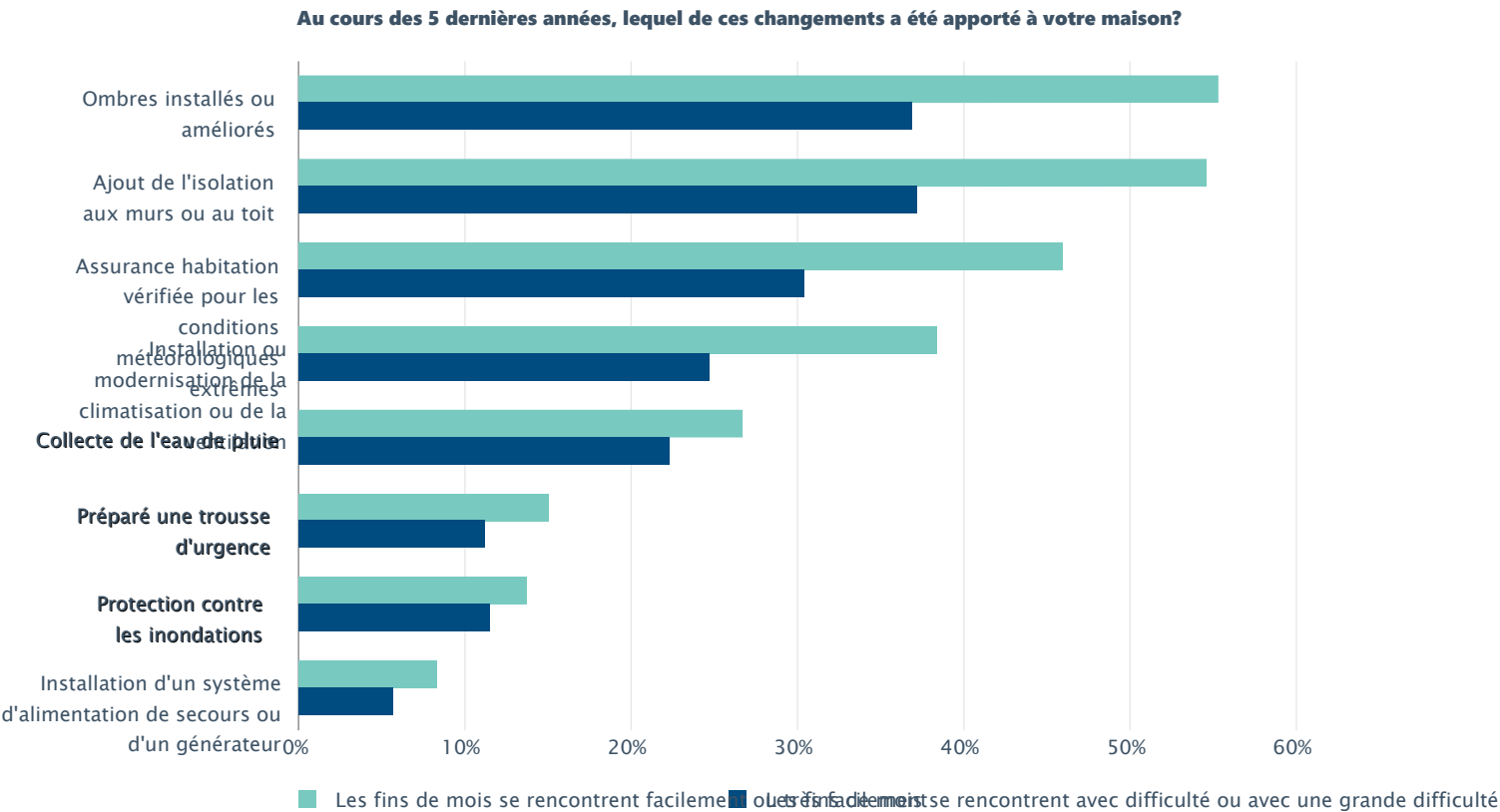
5 Différences entre les groupes de répondants

Près de deux fois plus de répondants qui ont réussi à joindre les deux bouts avec difficulté ou grande difficulté n'avaient aucune des mesures de résilience au climat énumérées dans le questionnaire de l'enquête à la maison (31,8 %) par rapport à 16,0 % de ceux qui ont réussi à joindre les deux bouts très facilement ou facilement. Pour chaque mesure de résilience climatique au niveau des ménages, un pourcentage plus faible de répondants qui avaient des difficultés à joindre les deux bouts avaient la mesure en place à la maison par rapport aux répondants qui avaient des difficultés à joindre les deux bouts plus facilement (figure 5.2). Ces résultats suggèrent que des inégalités considérables sont présentes entre des groupes de statut économique variable en ce qui concerne la préparation des ménages aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Le caractère abordable sera probablement le principal obstacle à une large adoption des mesures de résilience. Alors que 9,3 % des répondants qui se joignent facilement ou très facilement n'étaient pas en mesure de se permettre de garder leur maison suffisamment fraîche en été, parmi ceux qui se joignent difficilement ou très difficilement, ce nombre était sept fois plus élevé (66,1 %) (figure 4.2).

Les inégalités peuvent être aggravées par le fait que certaines des méthodes couramment utilisées pour améliorer la structure des logements, telles que les subventions pour l'isolation des toits ou des murs, ont tendance à bénéficier de manière disproportionnée aux groupes à revenus plus élevés qui ont les moyens financiers d'acheter les articles subventionnés, tels que les matériaux pour la rénovation des maisons (Parlement européen, 2024).

Figure 5.2 Pourcentage de répondants déclarant des mesures de résilience climatique au niveau des ménages, par moyens financiers des ménages



Note : Les mesures de résilience climatique au niveau des ménages comprennent celles précédemment mises en place ainsi que les mesures mises en place au cours des cinq dernières années.

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

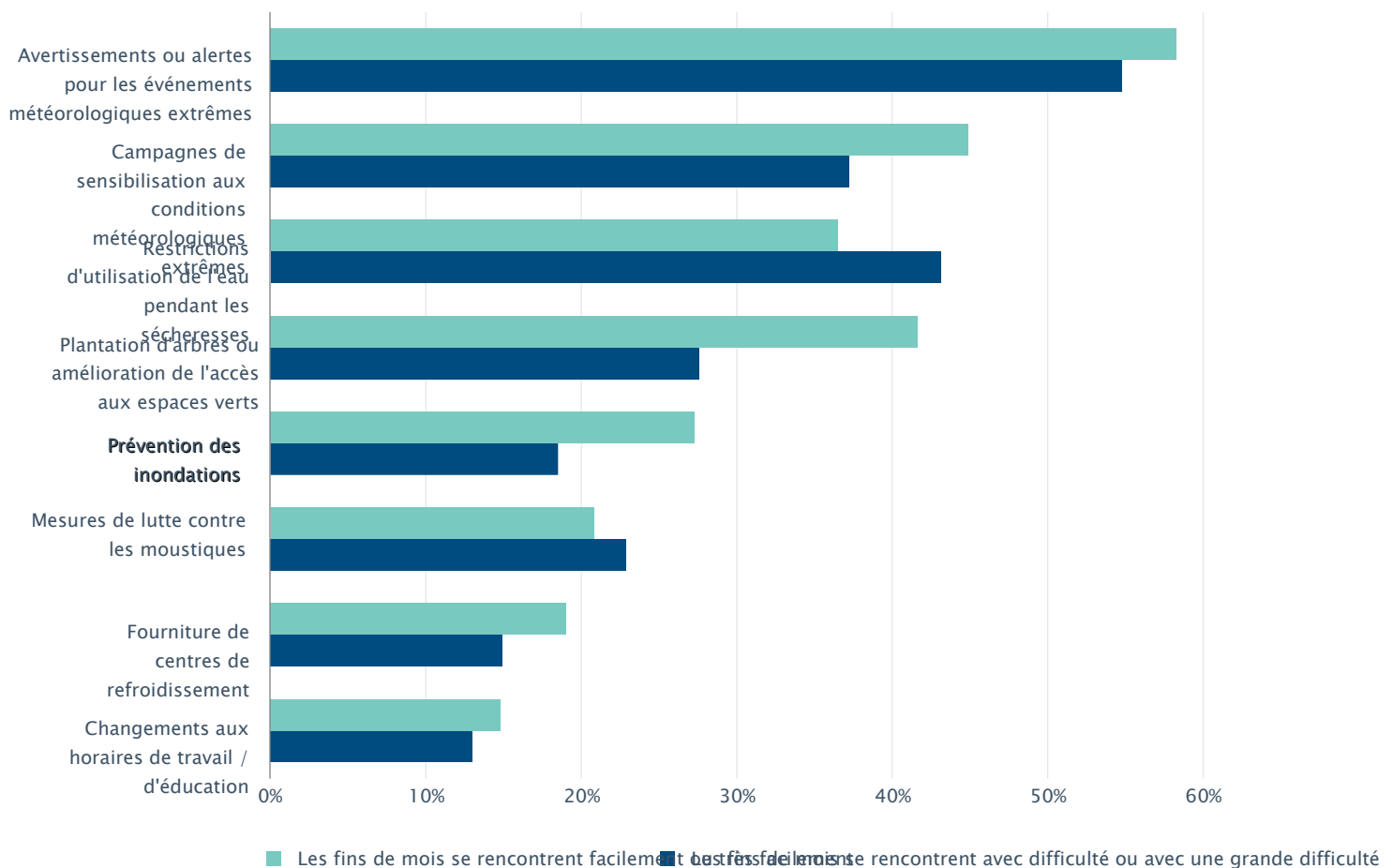
En ce qui concerne les mesures de résilience climatique prises par les autorités — à savoir la prévention des inondations, la plantation d'arbres/l'écologisation urbaine, la mise à disposition de centres de refroidissement et les campagnes de sensibilisation —, un pourcentage plus élevé de répondants qui parviennent à joindre les deux bouts très facilement ou facilement ont déclaré avoir vu ceux de leur région par rapport à ceux qui ont des difficultés à joindre les deux bouts (graphique 5.3). Il est reconnu que les groupes à faible revenu ne bénéficient pas toujours équitablement des activités d'adaptation (AEE, 2022b). Cela peut être dû au fait que les personnes des zones financièrement défavorisées sont moins bien équipées pour plaider en faveur de certaines mesures, telles que le verdissement urbain, par rapport aux communautés plus riches.

En outre, les prix des logements et les loyers dans les zones plus vertes ont tendance à être plus élevés, empêchant les résidents moins aisés d'y vivre. Les analyses coûts-avantages appliquées lors de la planification des mesures de protection contre les inondations peuvent conduire à donner la priorité aux investissements dans les zones à forte valeur immobilière, car elles constituent le meilleur argument commercial en termes financiers (AEE, 2025b).

Bien que les résultats présentés ici reflètent les perceptions des individus plutôt que de représenter une évaluation factuelle de l'état d'avancement de la mise en œuvre de diverses mesures, ils contribuent néanmoins à une compréhension de l'équité sociale dans l'adaptation au changement climatique en Europe.

Figure 5.3 Pourcentage de répondants percevant des mesures de résilience au changement climatique prises par les autorités, selon les moyens financiers des ménages

Avez-vous vu ces actions se dérouler dans votre région?

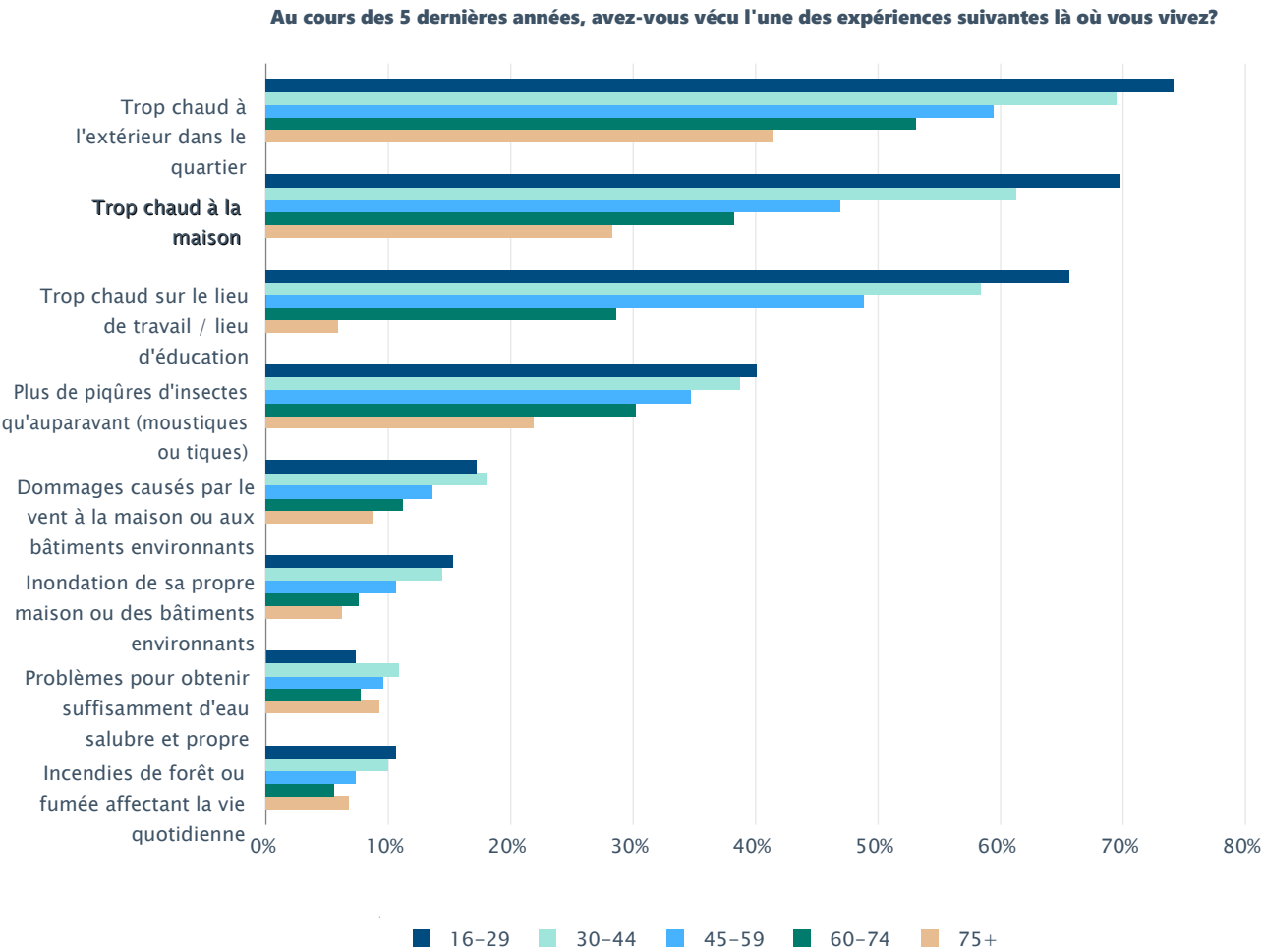


Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

5.2 Âge

Pour presque toutes les incidences liées au climat incluses dans le questionnaire, un pourcentage plus élevé de répondants du groupe d'âge le plus jeune les ont subies par rapport aux groupes les plus âgés (figure 5.4); Les jeunes répondants étaient également systématiquement plus préoccupés par les enjeux futurs liés au changement climatique que le groupe le plus âgé (figure 5.6). Cela concorde avec les conclusions du rapport Eurobaromètre spécial 2025 sur le changement climatique, dans lequel les plus jeunes répondants figuraient parmi les groupes les plus susceptibles de considérer le changement climatique comme un problème grave (CE, 2025a).

Figure 5.4 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, par groupe d'âge



Note : Les plages de nombres dans la légende se réfèrent aux tranches d'âge.

Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

Pour la majorité des mesures de résilience climatique au niveau des ménages, le pourcentage le plus élevé de répondants qui les avaient installées se situait dans la tranche d'âge la plus âgée (figure 5.5). Cela pourrait être dû au fait que les répondants plus âgés sont plus susceptibles d'être propriétaires plutôt que locataires, ce qui leur permet d'apporter des modifications à leur logement. En outre, certaines recherches suggèrent que les personnes âgées peuvent être plus réticentes au risque (Titko et al., 2021).

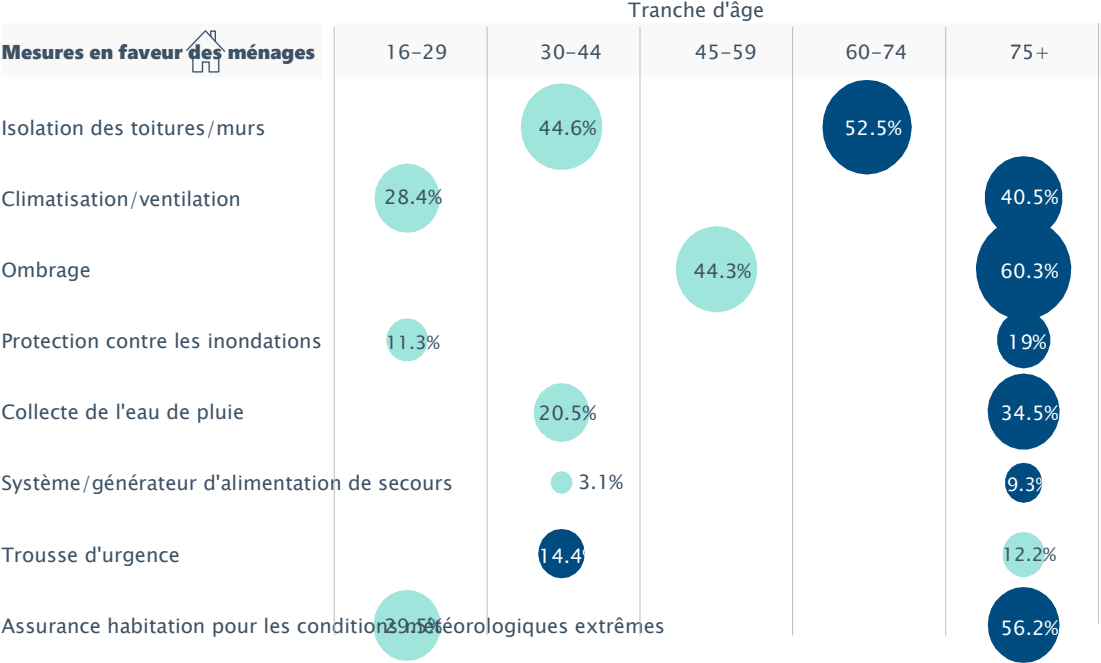
La catégorie d'âge 45-59 avait la plus forte proportion de répondants incapables de se permettre de refroidir leur maison (43,5 %). Le pourcentage le plus faible de répondants qui ne pouvaient pas se permettre de refroidir leur maison était parmi ceux de la tranche d'âge des 75 ans et plus (28,6 %). Les personnes âgées figurent parmi les groupes les plus touchés par les températures élevées (OMS Europe, 2021); En tant que tel, le confort thermique est essentiel pour ce groupe par temps chaud. Lors de l'interprétation de ces résultats, il convient de noter qu'en raison de sa nature en ligne, l'enquête n'a été répondue que par des personnes âgées ayant accès à l'internet et connaissant la technologie; Il n'est donc pas susceptible d'être représentatif des populations âgées les plus vulnérables.

Le tableau des mesures de résilience climatique prises par les autorités observées dans la région est plus varié en fonction des groupes d'âge. Les répondants les plus jeunes étaient les moins susceptibles d'avoir noté des restrictions d'utilisation de l'eau et la présence de centres de refroidissement, mais les plus susceptibles d'avoir vu des avertissements ou des alertes, des campagnes de sensibilisation, l'écologisation urbaine et la prévention des inondations (figure 5.5).

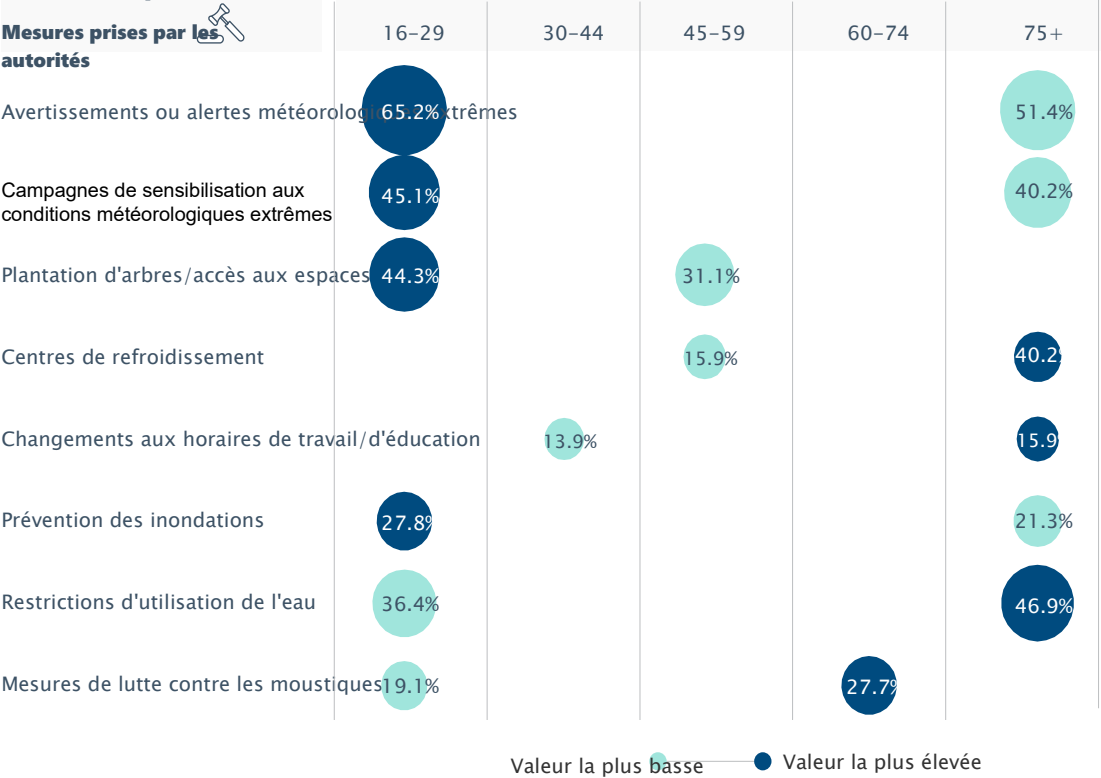


© Aboodi Vesakaran, Unsplash

Graphique 5.5 Adoption de mesures en faveur des ménages et sensibilisation aux mesures prises par les autorités, par âge
Adoption de mesures de résilience climatique des ménages: pourcentage le plus élevé et le plus faible de mesures en place par groupe d'âge



Mesures de résilience au changement climatique observées au niveau local: pourcentages les plus élevés et les plus faibles d'observations positives par groupe d'âge

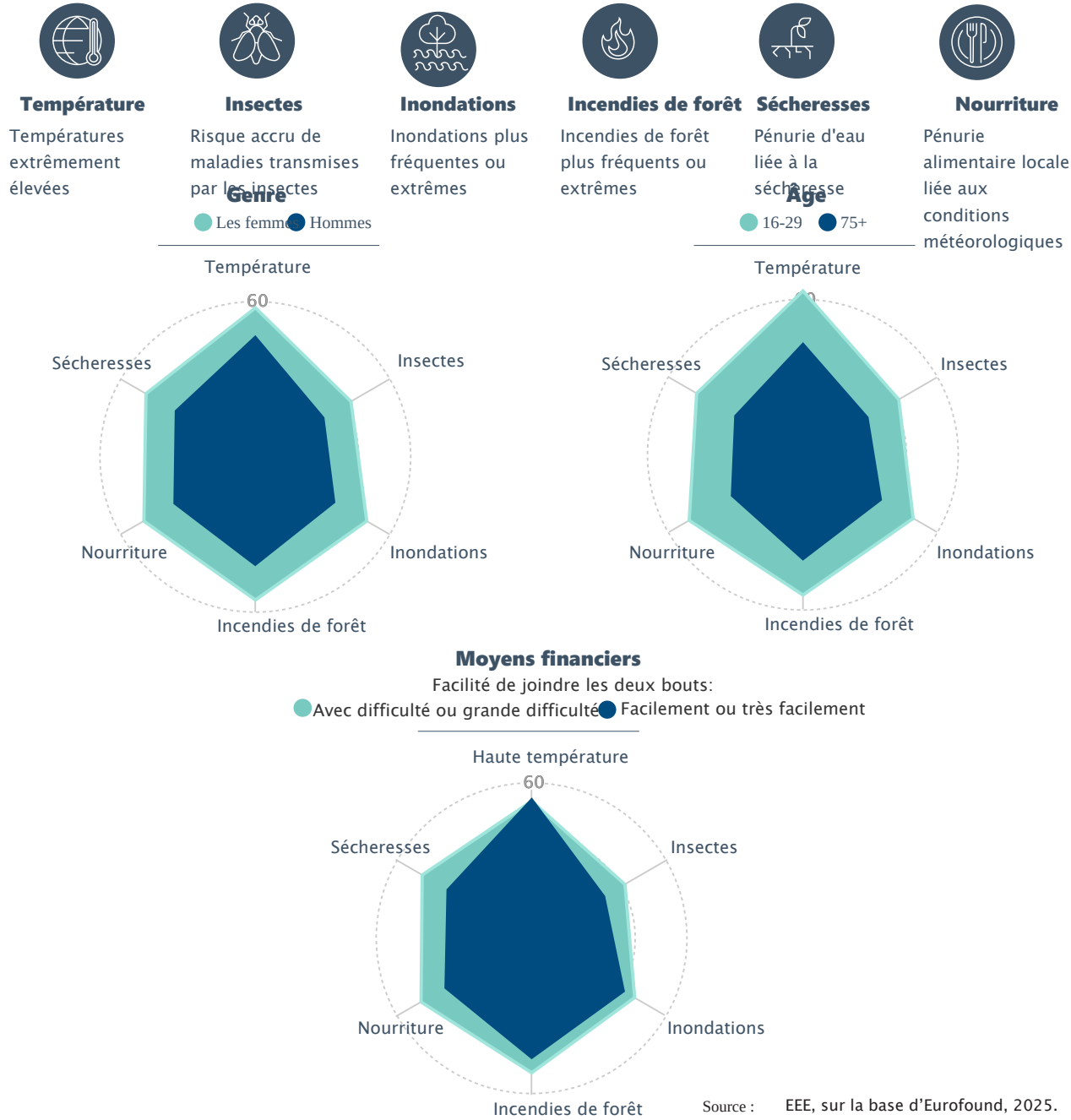


Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

5.3 Genre

Il y avait des différences minimales dans les pourcentages d'hommes et de femmes déclarant avoir subi des impacts climatiques là où ils vivent au cours des cinq dernières années. Le seul impact où il y avait une différence notable dans l'expérience rapportée était les piqûres d'insectes; 39,2% des femmes ont déclaré avoir subi une augmentation des piqûres par rapport à 28,8% des hommes. Un pourcentage plus élevé de femmes que d'hommes étaient très ou très préoccupées par tous les impacts climatiques futurs énumérés dans l'enquête (figure 5.6). Cela concorde avec les conclusions du rapport Eurobaromètre spécial 2025 sur le changement climatique (CE, 2025a).

Figure 5.6 Pourcentage de répondants préoccupés par les impacts climatiques futurs selon le sexe, l'âge et les moyens financiers



5.4 L'accèsion à la propriété

Les locataires, en particulier ceux qui occupaient un logement en location privée, étaient les plus susceptibles de s'être sentis trop chauds à la maison (ainsi qu'à leur lieu de travail/d'éducation et à l'extérieur de leur quartier) par rapport aux propriétaires (figure 5.7). Bien qu'elle ne soit pas couverte par la présente enquête, la qualité des logements — type et âge des logements, taux de ventilation, emplacement, matériaux de construction et ombrage — est un facteur clé influençant l'exposition à la chaleur extrême (Zhang et al., 2025). La majeure partie du parc immobilier européen a été construite avant l'introduction des normes thermiques et près de 75 % du parc est inefficace sur le plan énergétique, ce qui augmente le risque de surchauffe à la maison (AEE, 2022a).

Ceci est aggravé par le statut d'occupation. Les locataires peuvent manquer d'incitation ou de stabilité à long terme pour justifier des améliorations domiciliaires qui les protègent des impacts liés au changement climatique (c'est-à-dire investir dans un système de refroidissement). En outre, les programmes de rénovation domiciliaire — conçus pour améliorer le confort thermique (c'est-à-dire l'installation de pompes à chaleur) et protéger contre d'autres risques liés au climat, tels que les inondations — s'adressent souvent aux propriétaires et non aux locataires.

Pourtant, les propriétaires peuvent être réticents à payer pour de telles mesures car ils ne le font pas.

bénéficier directement des améliorations. Ce défi est communément appelé «problème d'incitation fractionnée» (JRC, 2017). Les rénovations de biens locatifs peuvent également entraîner des augmentations de loyer et des «renovictions» potentielles, c'est-à-dire des déménagements de locataires parce qu'ils ne peuvent plus se permettre le nouveau loyer (EEE, 2025b).

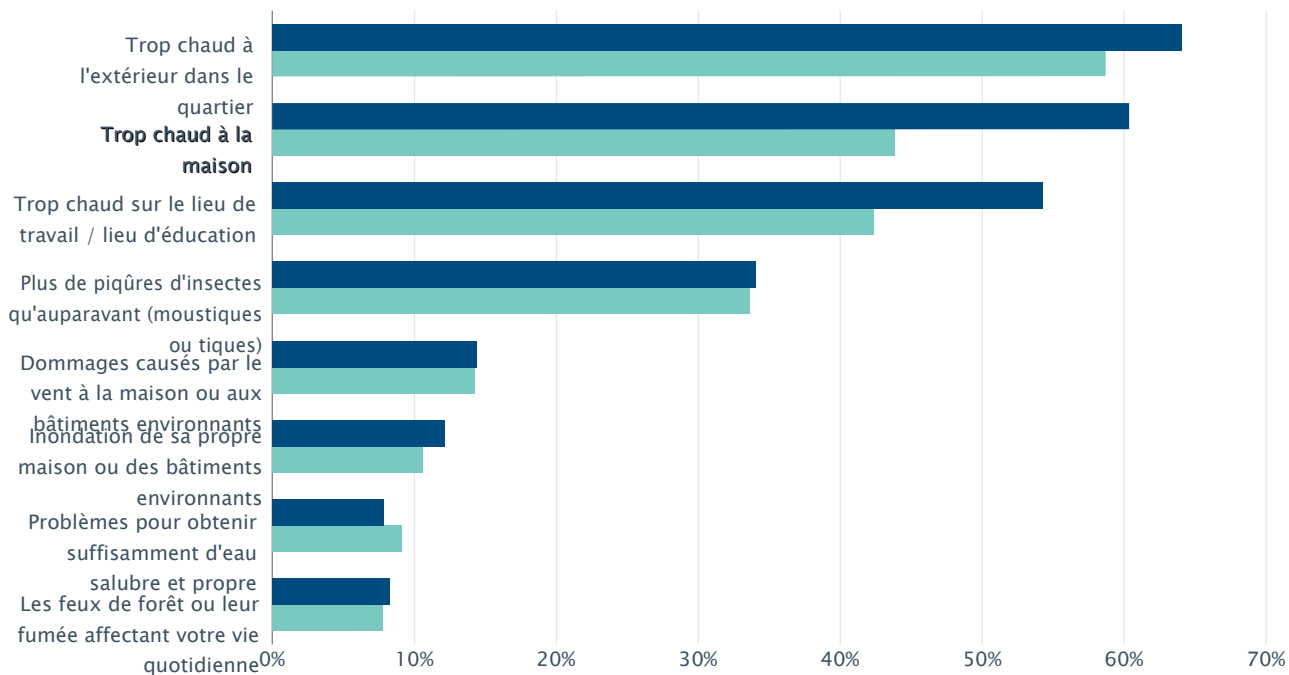
Moins de locataires, en particulier dans les logements loués par le secteur privé, ont déclaré disposer de mesures de résilience climatique au niveau des ménages que les propriétaires. Le pourcentage de propriétaires qui avaient une assurance habitation couvrant les phénomènes météorologiques extrêmes, l'amélioration de la climatisation ou de la ventilation, ou une source d'alimentation de secours était presque le double par rapport aux locataires (figure 5.8).



© Stefano Scagliarini, Trésors urbains/EEE

Figure 5.7 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, selon le type d'occupation du logement

Au cours des 5 dernières années, avez-vous vécu l'une des expériences suivantes là où vous vivez?

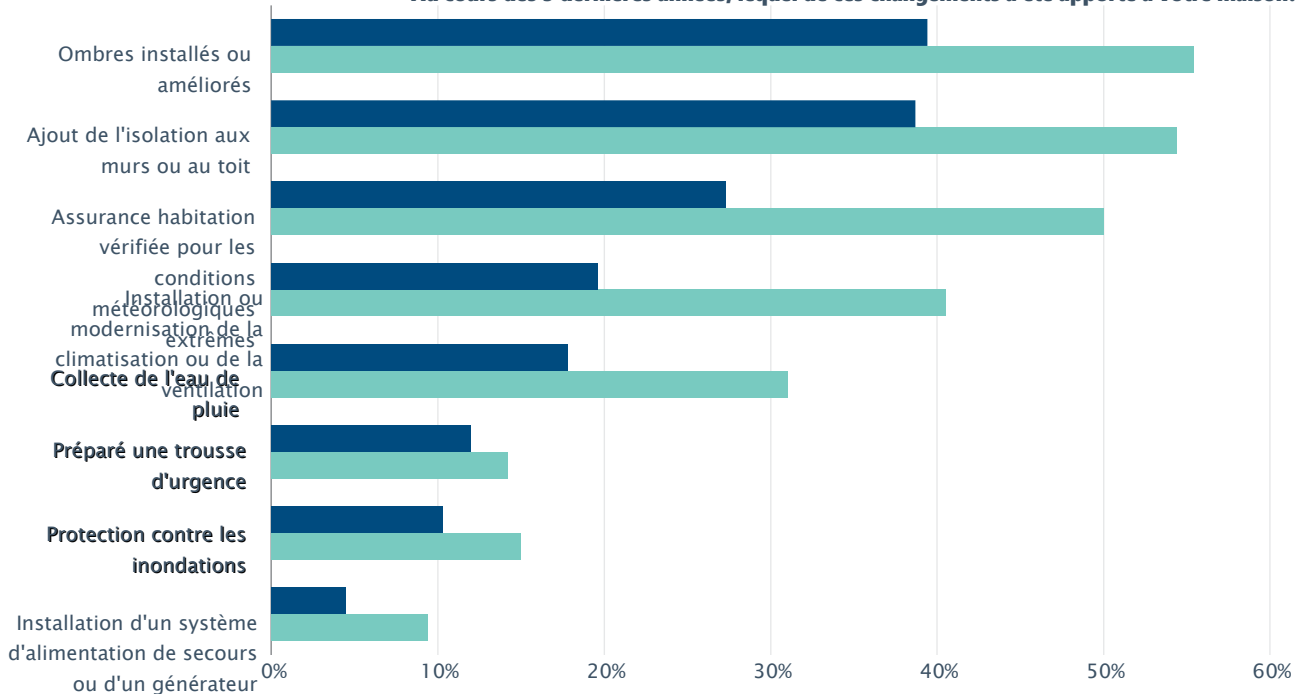


Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025. ■ Ménage locataire ■ Ménage propriétaire

Des divergences ont également été relevées entre les groupes d'occupation des logements en ce qui concerne les mesures de résilience au changement climatique dans leur région. Pour les mesures énumérées, un pourcentage plus élevé de propriétaires ont déclaré avoir remarqué des campagnes de sensibilisation, des changements à leur horaire de travail ou d'éducation, des mesures de lutte contre les

Figure 5.8 Pourcentage de répondants déclarant des mesures de résilience climatique au niveau des ménages, par type de logement

Au cours des 5 dernières années, lequel de ces changements a été apporté à votre maison?

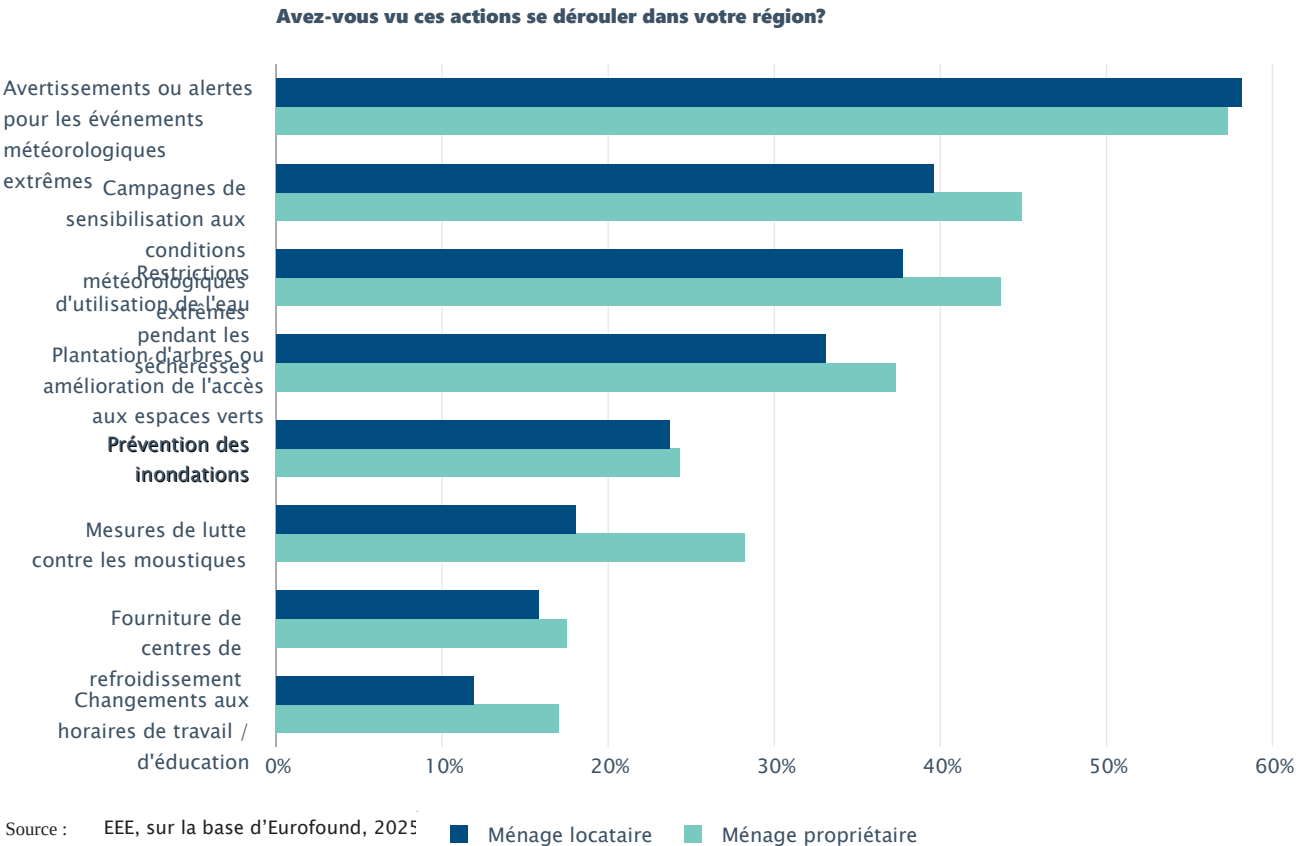


Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025. ■ Ménage locataire ■ Ménage propriétaire

5 Différences entre les groupes de répondants

moustiques, la plantation d'arbres/l'écologisation urbaine et des restrictions d'utilisation de l'eau (figure 5.9). Un pourcentage similaire de propriétaires et de locataires ont observé des mesures telles que la prévention des inondations, la mise à disposition de centres de refroidissement et des avertissements ou alertes en cas de phénomènes météorologiques extrêmes.

Figure 5.9 Pourcentage de répondants percevant des mesures de résilience climatique dirigées par l'autorité dans leur région, par type de logement



5.5 État de santé autodéclaré

En général, par rapport aux répondants ayant une bonne ou très bonne santé auto-évaluée, ceux dont la santé auto-évaluée était moins bonne étaient plus susceptibles de déclarer avoir subi des impacts climatiques au cours des cinq dernières années (figure 5.10) et d'exprimer être très ou très préoccupés par les impacts climatiques à l'avenir (figure 5.11).

Figure 5.10 Pourcentage de répondants ayant subi des impacts climatiques dans leur région, selon l'état de santé auto-évalué

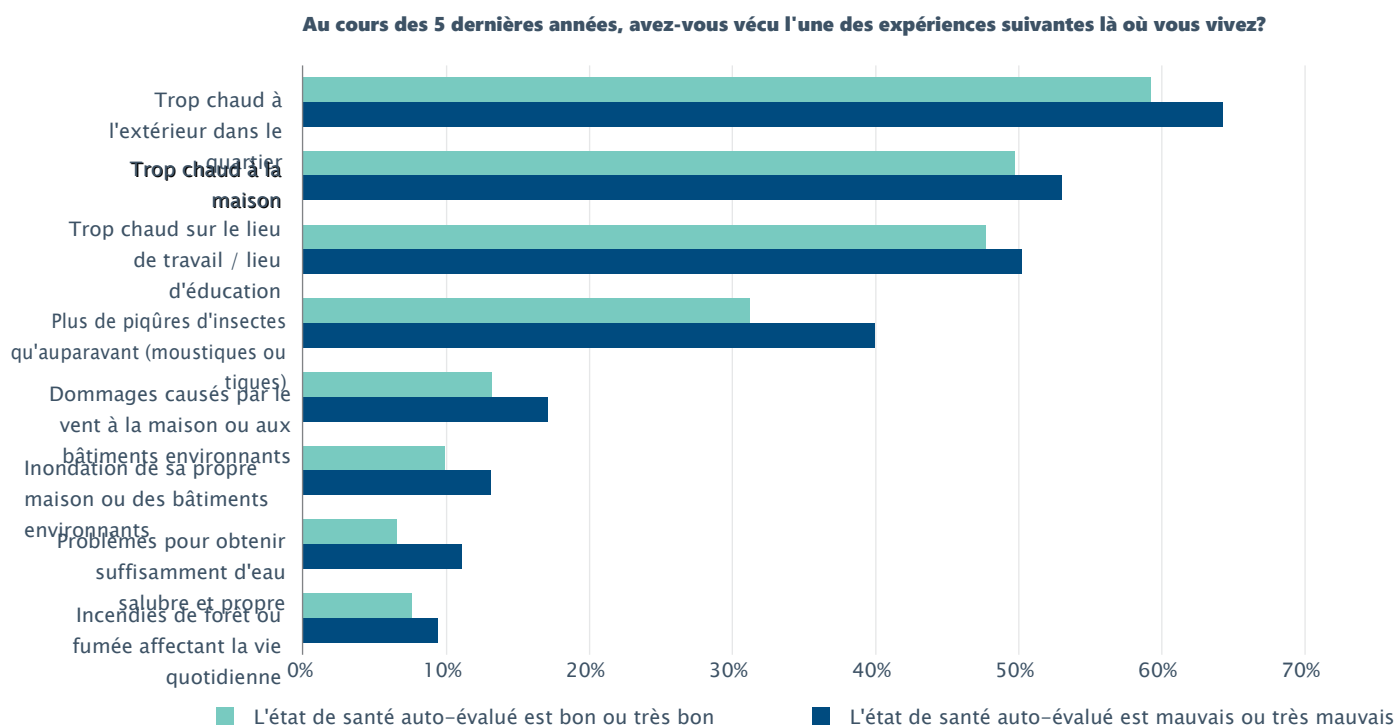
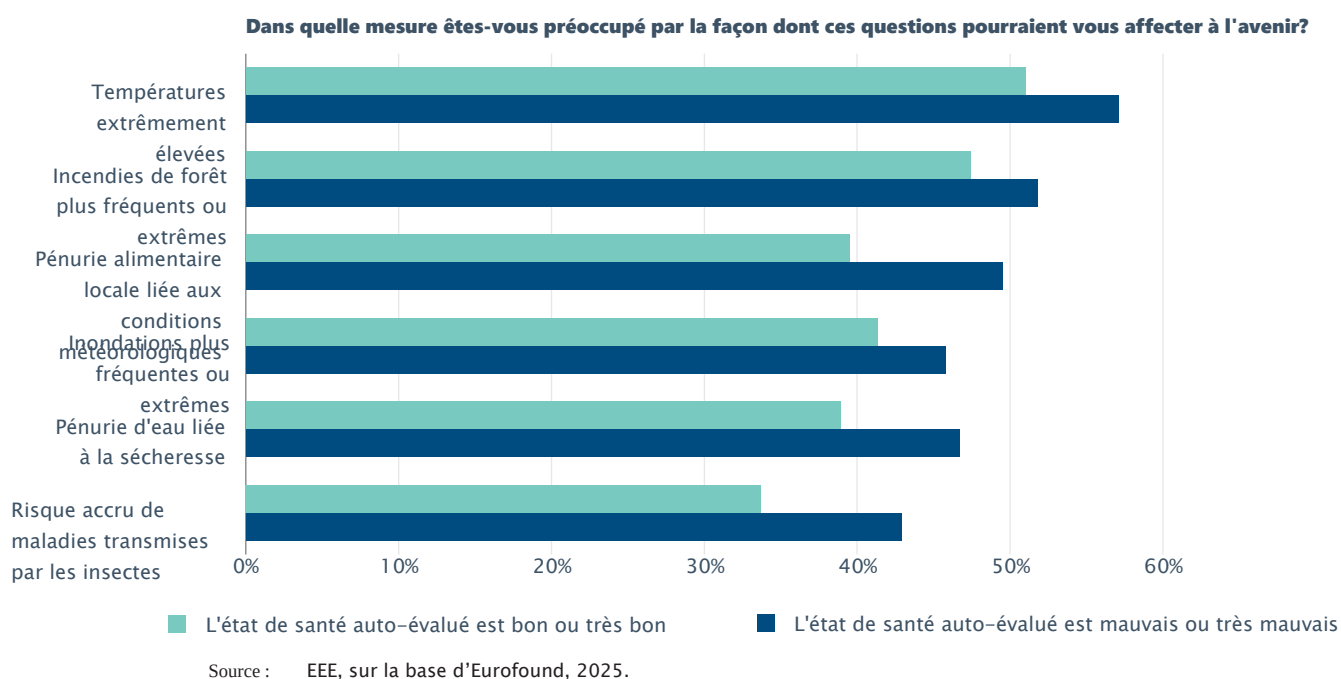


Figure 5.11 Pourcentage de répondants préoccupés par les impacts climatiques futurs, selon l'état de santé auto-évalué



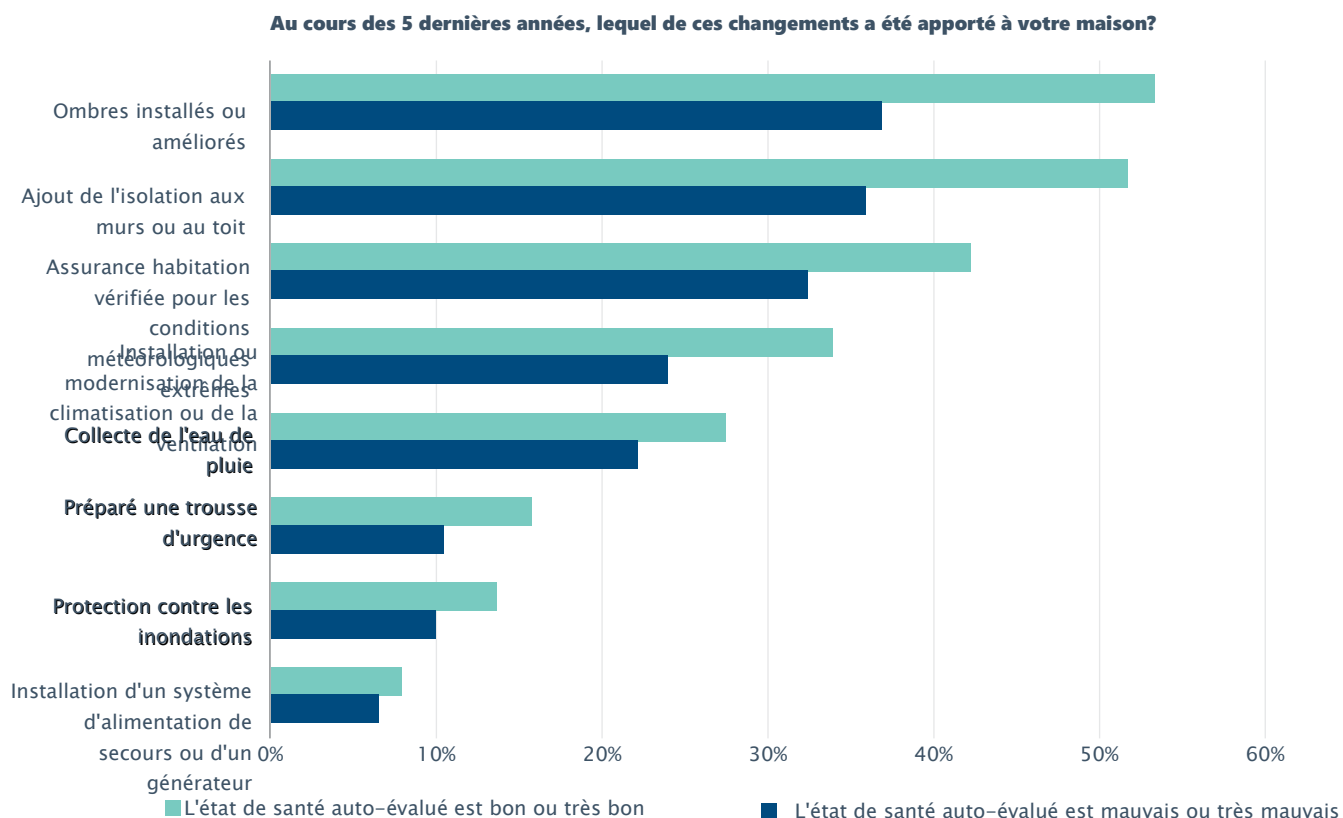
5 Différences entre les groupes de répondants

En outre, un pourcentage plus faible de répondants ayant une santé auto-évaluée plus médiocre ont déclaré avoir à la fois des mesures de résilience au niveau des ménages et percevoir des mesures dirigées par l'autorité dans leur région (figure 5.12 et figure 5.13). Les personnes souffrant de problèmes de santé préexistants sont parmi les plus susceptibles d'être touchées par la chaleur et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes (OMS Europe, 2021; EEE, 2025b). En tant que tel, le fait de disposer de moins de mesures de résilience au changement climatique pour les personnes en mauvaise santé peut exacerber les risques pour ce groupe.

Une mauvaise santé peut réduire la capacité de travail d'une personne et, partant, réduire le caractère abordable des mesures de résilience climatique au niveau des ménages. Un pourcentage deux fois plus élevé de personnes ayant une très mauvaise ou une mauvaise santé (55,2 %) ont déclaré ne pas être en mesure de se permettre de garder leur maison suffisamment fraîche en été par rapport à celles qui ont évalué leur santé comme étant très bonne ou bonne (27,5 %).

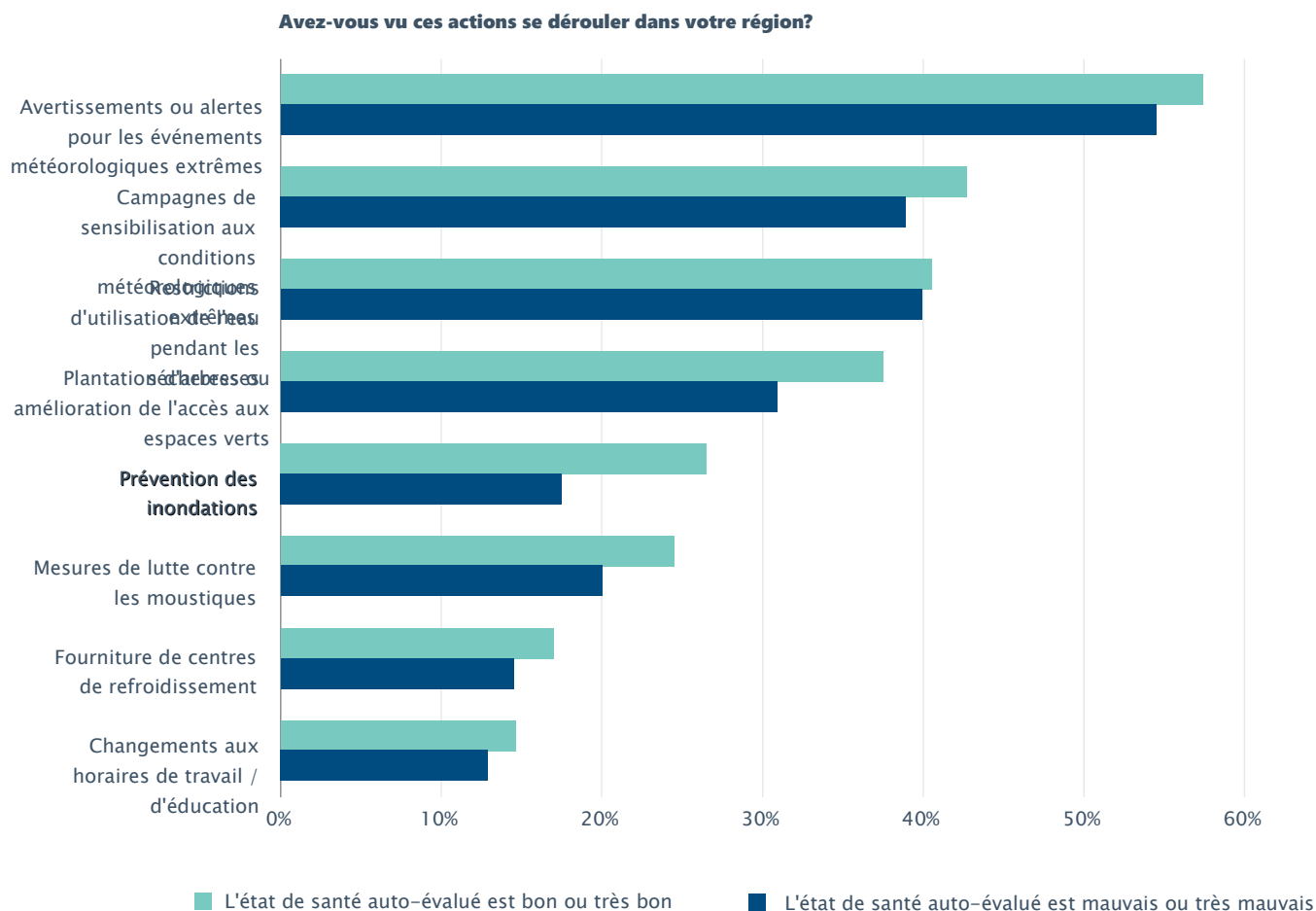
Les personnes souffrant de problèmes de santé graves peuvent être confinées à la maison pendant des périodes importantes et peuvent être particulièrement sensibles à la chaleur en raison de leur état ou des types de médicaments qu'elles prennent (OMS Europe, 2021). Il est essentiel pour eux d'avoir une température confortable à la maison. Pourtant, 54,9 % de ceux qui ont déclaré qu'ils étaient sévèrement limités dans leurs activités quotidiennes par des problèmes physiques ou mentaux, une maladie et une incapacité ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas se permettre de garder leur maison au frais en été, comparativement à 30,8 % de ceux qui ont déclaré qu'ils n'étaient pas limités par de tels problèmes de santé. Il est donc essentiel de veiller à ce que tout le monde ait accès à un refroidissement abordable et durable pendant les périodes chaudes, en particulier compte tenu du réchauffement climatique rapide.

Figure 5.12 Pourcentage de répondants déclarant des mesures de résilience climatique au niveau des ménages, par état de santé auto-évalué



Source : EEE, sur la base d'Eurofound, 2025.

Figure 5.13 Pourcentage de répondants déclarant des mesures de résilience au changement climatique dirigées par l'autorité, selon l'état de santé auto-évalué

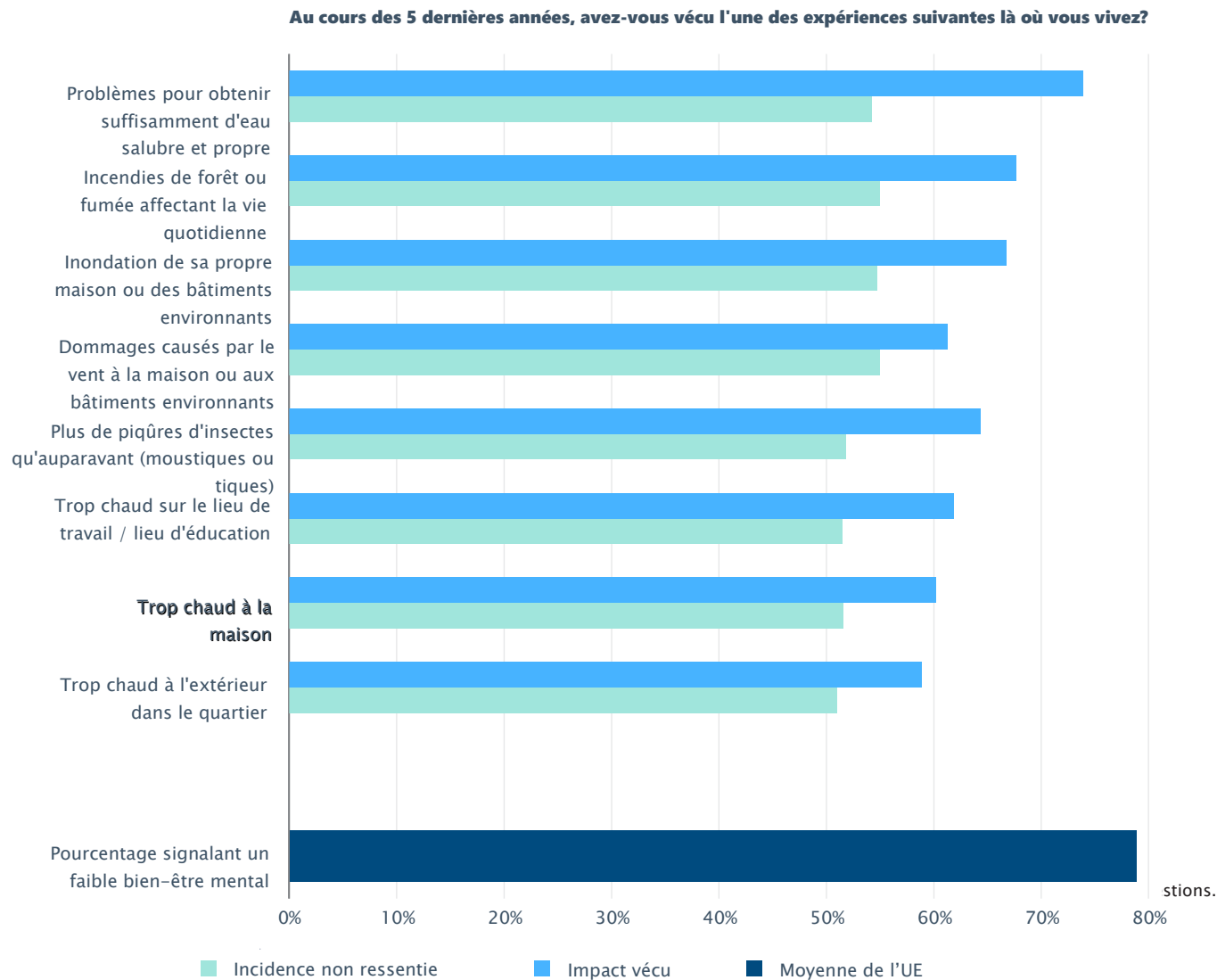


Afin de mesurer les interactions entre les incidences du climat et la santé mentale, l'enquête comprenait des questions de l'instrument OMS-5 mesurant le bien-être mental (OMS, 2024) ⁽⁴⁾. Les résultats montrent que les répondants ayant une mauvaise santé mentale étaient plus susceptibles qu'autrement d'avoir subi des effets du changement climatique dans leur région au cours des cinq dernières années (figure 5.14). Cette différence demeure statistiquement significative lorsqu'on tient compte de circonstances telles que le revenu, la situation d'emploi et le type de ménage.

Une analyse statistique supplémentaire (régression) des résultats de l'enquête indique que le fait d'avoir connu trois ou plus des impacts climatiques énumérés au cours des cinq dernières années a une association similaire avec un mauvais bien-être mental comme principaux facteurs de stress de la vie comme le chômage ou la monoparentalité. Ces conclusions s'ajoutent à l'ensemble croissant de données probantes liant le changement climatique à des résultats négatifs en matière de santé mentale (par exemple, Observatoire européen du climat et de la santé, 2022) et soulignent la nécessité d'intégrer des considérations de santé mentale dans les mesures et actions de résilience au changement climatique.

4 L'OMS définit le mauvais bien-être mental lorsque les répondants obtiennent un score inférieur à 50 sur le questionnaire OMS-5, qui est composé de cinq questions. Cela sert d'indication de la présence possible d'un problème de santé mentale (par exemple, un trouble dépressif) (OMS, 2024).

Figure 5.14 Pourcentage de répondants ayant un mauvais bien-être mental autodéclaré, selon l'expérience des impacts climatiques dans leur région



6 Conclusions et possibilités d'action

Les résultats de l'enquête en ligne dont il est question ici montrent que la majorité des personnes interrogées ont déjà été confrontées à des phénomènes météorologiques extrêmes et à d'autres incidences, provoquées ou exacerbées par le changement climatique. Un pourcentage élevé de répondants étaient préoccupés par les impacts climatiques futurs. Ces conclusions s'alignent sur d'autres enquêtes à l'échelle européenne (BEI, 2024; CE, 2025a). Pourtant, le niveau actuel auquel les mesures de résilience au changement climatique sont mises en œuvre, tel que rapporté par les répondants – tant au niveau des ménages que dans leurs quartiers – ne correspond pas au niveau d'intervention requis sur la base de l'expérience vécue et des préoccupations futures.

Ces conclusions soutiennent l'accent mis sur la résilience climatique dans la politique européenne et appellent à davantage d'efforts pour s'adapter au changement climatique, parallèlement au solide programme d'atténuation du changement climatique déjà en place pour protéger la prospérité et le bien-être de la population européenne. Les sections suivantes mettent en évidence les questions qui peuvent être pertinentes pour les discussions stratégiques en cours.

6.1 Nécessité d'une large mise en œuvre des solutions d'adaptation

Les résultats de cette enquête reflètent les résultats de l'EUCRA: la préparation de la société reste faible, étant donné que la mise en œuvre des politiques accuse un retard considérable par rapport aux niveaux de risque qui augmentent rapidement (AEE, 2024a). Par conséquent, il est essentiel de déplacer les efforts d'adaptation à travers l'Europe de la planification à la mise en œuvre.

Selon les perceptions des répondants à l'enquête, les mesures de résilience «non fondées sur les infrastructures» actuellement mises en œuvre par les autorités publiques — alertes et alertes précoces, campagnes de sensibilisation et restrictions en matière d'utilisation de l'eau pendant les sécheresses — sont les mesures les plus couramment observées parmi toutes les mesures énumérées dans l'enquête.

Bien que ces actions soient certainement nécessaires et efficaces, il est également essentiel d'intensifier les efforts qui contribuent à la prévention des effets du changement climatique (voir tableau 1.1). Une large mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique dans les infrastructures, telles que des solutions fondées sur la nature (par exemple, l'écologisation urbaine) et la gestion des eaux pluviales, est nécessaire.

De telles actions relèvent généralement des compétences des autorités infranationales ou locales, mais la grande majorité des gouvernements locaux manquent de fonds pour mettre en œuvre des plans d'adaptation (Venner et al., 2025). À ce titre, il est important de veiller à ce que le financement de l'adaptation soit disponible au niveau local.

Les répondants vivant en dehors des villes étaient moins susceptibles de déclarer avoir vu des mesures d'adaptation mises en œuvre dans leur région. Si de nombreuses grandes villes se sont fait les championnes des actions d'adaptation en Europe au cours des deux dernières décennies (AEE, 2024b), il est également essentiel de déployer des efforts d'adaptation dans les petites municipalités et les zones rurales.

Selon une étude récente, les villes, par rapport aux grandes villes, signalent plus fréquemment un manque de soutien politique, des lacunes dans la capacité du personnel à identifier les possibilités de financement et des difficultés à répondre aux conditions et aux exigences de diverses sources de financement de l'adaptation, y compris des institutions et des programmes de l'UE. Par conséquent, ils disposent de moins de fonds pour les actions et les processus d'adaptation au changement climatique (Venner et al., 2025). Par conséquent, un soutien supplémentaire est important au niveau local en tant que «pierre angulaire de l'adaptation» (CE, 2021). La plateforme européenne d'adaptation au changement climatique, Climate-ADAPT, fournit des informations sur diverses [options d'adaptation au](#) changement climatique et présente [des études de cas](#) sur leur mise en œuvre.

6.2 Lutter contre la chaleur en tant que risque le plus répandu pour la santé et le bien-être

L'EUCRA (AEE, 2024a) identifie la chaleur comme un risque critique pour la santé humaine. Le pourcentage élevé de répondants à cette enquête qui ont connu une chaleur excessive appelle des mesures urgentes pour résoudre le problème. En particulier, il est essentiel de lutter contre les températures élevées dans les maisons des personnes afin de prévenir la mortalité et la mauvaise santé causées par les températures élevées chaque été (Janoš et al., 2025). Pour ce faire, il est possible d'intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique et des stratégies d'atténuation dans les normes et pratiques de construction, sous la forme de spécifications techniques, de codes et de mesures de sécurité (JRC, 2025).

Il est nécessaire de rendre le refroidissement durable accessible et abordable pour tous les citoyens dans une Europe à réchauffement rapide. Près des deux tiers des répondants les moins aisés de cette enquête ont déclaré ne pas pouvoir se permettre de garder leur maison suffisamment fraîche en été. Cela souligne la nécessité urgente de veiller à ce que le refroidissement soit abordable pour les groupes à faible revenu. Les éléments clés d'une stratégie de refroidissement durable comprennent:

- promouvoir le refroidissement urbain;
- donner la priorité aux investissements dans les techniques de refroidissement passif;
- utiliser les systèmes de refroidissement actifs de manière rationnelle et modérée;
- développer des systèmes de refroidissement à faible consommation d'énergie adaptés aux futurs climats plus chauds (AEE, 2022c).

6.3 Encourager la résilience des ménages

L'amélioration de la disponibilité et du caractère abordable des mesures au niveau des ménages, en complément des actions menées par les autorités, est un autre domaine que les décideurs politiques pourraient explorer davantage pour améliorer la résilience climatique de la société européenne. Selon la BEI (2024), 71 % des Européens estiment être informés de ce qu'ils peuvent faire pour adapter efficacement leur foyer et leur mode de vie. Toutefois, une majorité (60 %) ignore l'existence de subventions publiques ou d'incitations financières pour soutenir leurs efforts, soit parce que ces incitations ne sont pas disponibles, soit parce que les informations les concernant sont mal distribuées.

Dans l'enquête, les locataires, qui représentent actuellement 31 % de la population de l'UE (Eurostat, 2024), sont apparus comme un groupe moins préparé que les propriétaires. Ainsi, les locataires, tant dans les logements privés que sociaux, devraient être pris en considération dans les actions visant à adapter les logements des personnes. Des exemples d'actions pertinentes seraient des subventions, des subventions ou des prêts partiels ou complets pour aider les propriétaires et les locataires à investir dans des mesures de résilience au changement climatique (AEE, 2025b).

6.4 Protection des groupes vulnérables

Au-delà des groupes à faible revenu et des locataires, les résultats de l'enquête soulignent l'importance de prendre en compte d'autres groupes vulnérables dans les mesures d'adaptation. En particulier, le bien-être des jeunes est en jeu, car ils vivront un changement climatique sans précédent. Des études antérieures révèlent que de nombreux jeunes souffrent d'anxiété climatique (Hickman et al., 2021) et cela est corroboré par le pourcentage élevé de jeunes répondants à cette enquête (16-29 ans) qui sont préoccupés par les impacts climatiques futurs.

Un pourcentage élevé de répondants ayant une mauvaise santé auto-évaluée ont déclaré avoir subi des impacts climatiques combinés à une réduction des mesures de résilience au niveau des ménages. Cela indique la nécessité de mettre l'accent sur la protection de la santé des personnes contre les effets du climat, y compris le bien-être des personnes souffrant de problèmes de santé préexistants.

En ce qui concerne plus particulièrement la santé mentale dans le contexte du changement climatique, les résultats de l'enquête suggèrent un lien entre les multiples phénomènes météorologiques extrêmes et la mauvaise santé mentale. Cela demande

que des stratégies ciblées en matière de santé mentale soient intégrées dans les politiques et les actions relatives à l'adaptation au changement climatique et à la santé dans une bien plus large mesure qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent (voir Observatoire européen du climat et de la santé, 2022; Stewart-Ruano et al., 2025).

En l'absence de mesures urgentes visant à protéger les citoyens les plus vulnérables de l'UE, les incidences sur le climat risquent d'aggraver encore la santé des citoyens. Tant les acteurs de la société civile que certains États membres de l'UE ont récemment plaidé en faveur de la stratégie européenne en matière de climat et de santé (EuroHealthNet, 2025; Conseil de l'Union européenne, 2025). Cela souligne la nécessité d'agir et l'importance de l'UE en tant qu'organe de coordination en matière de climat et de santé.

En conclusion, il est nécessaire d'intensifier les efforts aux niveaux européen, national et infranational pour accroître encore la résilience tant au niveau des ménages qu'au niveau des autorités afin de suivre le rythme des changements climatiques. Cela nécessite une action systémique dans divers secteurs, du logement et de l'environnement bâti, en passant par la finance et l'assurance jusqu'à la santé publique.

Abréviations

AEE	Agence européenne pour l'environnement
BEI	Banque européenne d'investissement
EUCRA	Évaluation européenne des risques climatiques
UE	Union européenne
Eurofound	Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Références

- Conseil de l'Union européenne, 2025, 'AOB pour la réunion du Conseil EPSCO (Santé) du 2 décembre 2025: Stratégie de l'UE en matière de climat et de santé» ([https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15753-2025-INIT/fr/pdf#:~:text=LIFE.5-,EN,a%20low-carbon%20economy.2\)](https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15753-2025-INIT/fr/pdf#:~:text=LIFE.5-,EN,a%20low-carbon%20economy.2)) consulté le 11 décembre 2025.
- Diakakis, M., et al., 2022, «Public Perceptions of Flood and Extreme Weather Early Warnings in Greece», *Sustainability*, 14 (16), p. 10199 (<https://doi.org/10.3390/su141610199>).
- CE, 2021, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions «Bâtir une Europe résiliente au changement climatique — la nouvelle stratégie de l'UE pour l'adaptation au changement climatique» [COM(2021) 82 final] (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM:2021:82:FIN>), consultée le 11 décembre 2025.
- CE, 2024, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions «Gérer les risques climatiques — protéger les personnes et la prospérité» [COM(2024) 91 final] (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52024DC0091>), consultée le 11 décembre 2025.
- CE, 2025a, Eurobaromètre spécial 565. Climate change' (<https://europa.eu/eurobaromètre/surveys/detail/3472>), consulté le 11 décembre 2025.
- CE, 2025a, communication conjointe au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la stratégie de l'Union européenne pour la préparation (JOIN(2025) 130 final) (<https://webgate.ec.europa.eu/circabc-ewpp/d/d/workspace/SpacesStore/b81316ab-a513-49a1-b520-b6a6e0de6986/download>) consultée le 11 décembre 2025.
- CE, 2025b, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Présentation du plan de prévention, de préparation et de réaction de l'Union en cas de crise sanitaire [COM(2025) 745 final] (https://health.ec.europa.eu/document/download/30e8929a-3644-4049-a75f-9158345884c9_fr?filename=security_com_2025-745_act_fr.pdf), consultée le 11 décembre 2025.
- ECDC, 2021, *Organisation of vector surveillance and control in Europe* (<https://www.ecdc.europa.eu/fr/publications-data/organisation-vector-surveillance-and-control-europe>), consulté le 19 décembre 2025.
- ECDC, 2023, 'Groupe *Culex pipiens* — distribution connue actuelle: octobre 2023' (<https://www.ecdc.europa.eu/fr/publications-data/culex-pipiens-group-current-known-distribution-october-2023>) consulté le 11 décembre 2025.
- ECDC, 2025, '*moustiques envahissants Aedes* — répartition actuelle connue: juin 2025' (<https://www.ecdc.europa.eu/fr/publications-data/aedes-invasive-mosquitoes-current-known-distribution-june-2025>) consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2017, *Climate change adaptation and disaster risk reduction in Europe*, rapport de l'AEE no 15/2017 (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/climate-change-adaptation-and-disaster>), consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2020, *Adaptation urbaine en Europe: how cities and cities respond to climate change*, rapport de l'AEE no 12/2020 (<https://www.eea.europa.eu/publications/urban-adaptation-in-europe>), consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2022a, *Climate change as a threat to health and well-being in Europe: focus on heat and infectious diseases*, rapport de l'AEE no 7/2022 (<https://www.eea.europa.eu/publications/climate-change-impacts-on-health>), consulté le 11 décembre 2025.

Références

- AEE, 2022b, *Vers une «résilience juste»: ne laisser personne de côté lors de l'adaptation au changement climatique*, note d'information [de l'AEE](https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/towards-just-resilience-leaving-no-one-behind-when-adapting-to-climate-change) (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/towards-just-resilience-leaving-no-one-behind-when-adapting-to-climate-change>) consultée le 11 décembre 2025.
- EEE, 2022c, *Refroidissement durable des bâtiments en Europe: explorer les liens entre l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci*, et leurs incidences sociales, note d'information de l'AEE (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/cooling-buildings-sustainably-in-europe-exploring-the-links-between-climate-change-mitigation-and-adaptation-and-their-social-impacts>) consultée le 11 décembre 2025.
- AEE, 2024a, *European Climate Risk Assessment*, rapport de l'AEE no 01/2024 (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/european-climate-risk-assessment>), consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2024b, *Adaptation urbaine en Europe: what works?*, rapport de l'AEE no 14/2023 (<https://www.eea.europa.eu/publications/urban-adaptation-in-europe-what-works>) consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2024c, *The impacts of heat on health: surveillance et préparation en Europe*, note d'information [de l'AEE](https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/the-impacts-of-heat-on-health) (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/the-impacts-of-heat-on-health>) consultée le 11 décembre 2025.
- AEE, 2025a, *De la planification de l'adaptation à l'action: Insights into progress and challenges across Europe*, EEA briefing (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/from-adaptation-planning-to-action>), consulté le 11 décembre 2025.
- AEE, 2025b, *L'équité sociale dans la préparation au changement climatique: comment une résilience juste peut bénéficier aux communautés dans toute l'Europe*, rapport no 04/2025 de l'AEE (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/publications/social-fairness-in-preparing-for-climate-change-how-resilience-can-benefit-communities-across-europe>) consulté le 12 décembre 2025.
- EEA, 2025c, «Economic losses from weather- and climate-related extremes in Europe», indicateur de l'AEE (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/indicators/economic-losses-from-climate-related>) consulté le 12 décembre 2025.
- EEE, 2025d, «Zone et population touchées pendant au moins un trimestre de l'année par les conditions de pénurie d'eau dans l'UE, mesurées par l'indice d'exploitation de l'eau plus», graphique EEE (<https://www.eea.europa.eu/fr/analysis/indicators/use-of-freshwater-resources-in-europe-1-1764323013/area-and-population-affected-during?activeTab=265e2bee-7de3-46e8-b6ee-76005f3f434f>) consulté le 12 décembre 2025.
- BEI, 2024, «94 % des Européens soutiennent des mesures d'adaptation au changement climatique, selon une enquête de la BEI» (<https://www.eib.org/fr/press/all/2024-406-94-of-europeans-support-measures-to-adapt-to-climate-change-according-to-eib-survey>) consultée le 12 décembre 2025.
- Eurofound, 2024, «WHO-5 average scores and proportions of people at risk of depression by age group, EU27, 2020–2023» (<https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys-and-data/data-catalogue/who-5-average-scores-and-proportions-people-risk-depression-age-group-eu27-2020-2023>), consulté le 12 décembre 2025.
- Eurofound, 2025, *Living and Working in the EU e-survey* (<https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys-and-data/surveys/living-and-working-in-the-eu-e-survey>), consulté le 12 décembre 2025.
- EuroHealthNet, 2025, «An urgent call for an EU Strategy on Climate and Health», communiqué de presse (<https://eurohealthnet.eu/publication/an-urgent-call-for-an-eu-strategy-on-climate-and-health/>), consulté le 12 décembre 2025.
- Observatoire européen du climat et de la santé, 2022, *Climate change and health: aperçu des politiques nationales en Europe* (<https://climate-adapt.eea.europa.eu/fr/observatory/policy/national-policies/status-national-policies>) consulté le 19 décembre 2025.

Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, 2024, *The dashboard on insurance protection gap for natural catastrophes in a nutshell* (https://www.eiopa.europa.eu/document/download/bbdc653b-e335-41f0-8293-0d8280a09855_fr?filename=EIOPA-BoS-24-473_Dashboard%20on%20insurance%20protection%20gap%20for%20natural%20catastrophes%20in%20a%20nutshell%20-%202024%20version.pdf), consulté le 12 décembre 2025.

Parlement européen, 2024, *Instruments politiques pour lutter contre les inégalités sociales liées au changement climatique: study in focus* ([https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU\(2023\)740081](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document/IPOL_STU(2023)740081)), consulté le 12 décembre 2025.

Eurostat, 2023, «Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie», *Microdata* (<https://ec.europa.eu/eurostat/web/microdata/european-union-statistics-on-income-and-living-conditions>), consulté le 11 décembre 2025.

Eurostat, 2024, *Housing in Europe* — 2024 edition (<https://ec.europa.eu/eurostat/web/interactive-publications/housing-2024>), consulté le 12 décembre 2025.

Hickman, C., et al., 2021, «Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey», *The Lancet Planetary Health*, 5(12) E863-E873 ([https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00278-3](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00278-3)).

Janoš, T., et al., 2025, «Heat-related mortality in Europe during 2024 and health emergency forecasting to reduce preventable deaths», *Nature Medicine* (<https://doi.org/10.1038/s41591-025-03954-7>).

JRC, 2017, *Surmonter l'obstacle de la scission des incitations dans le secteur du bâtiment: Unlocking the energy efficiency potential in the rental & multifamily sectors*, JRC Technical Report No JRC101251 (<https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC101251>), consulté le 12 décembre 2025.

JRC, 2025, «Adaptation au changement climatique: Standards and strategies for the built environment» (<https://eurocodes.jrc.ec.europa.eu/news/climate-change-adaptation-standards-and-strategies-built-environment>), consulté le 12 décembre 2025.

Martinez, G., et al., 2025, «Refroidissement centré sur les personnes: protéger la santé contre la chaleur dangereuse, de la personne à la planète», *International Journal of Biometeorology*, 69, p. 2141-2156 (<https://doi.org/10.1007/s00484-025-02952-1>).

Stewart-Ruano, A., et al., 2025, «A Critical Gap in Addressing Mental Health in Heat-Health Action Plans Worldwide», *Current Environmental Health Reports*, 12(23) (<https://doi.org/10.1007/s40572-025-00486-7>).

Tesselaar, M., et al., 2020, «Regional inequalities in flood insurance affordability and uptake under climate change», *Sustainability*, 12(20), 8734 (<https://doi.org/10.3390/su12208734>).

Titko, M., et al., 2021, «Population Preparedness for Disasters and Extreme Weather Events as a Predictor of Building a Resilient Society: The Slovak Republic», *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18 (5), p. 2311 (<https://doi.org/10.3390/ijerph18052311>).

van Daalen, K., et al., 2024, «The 2024 Europe Report of the Lancet Countdown on Health and Climate Change: un réchauffement sans précédent exige une action sans précédent», *The Lancet Public Health*, 9 (7) p. e495-522 ([https://doi.org/10.1016/S2468-2667\(24\)00055-0](https://doi.org/10.1016/S2468-2667(24)00055-0)).

Venner, K., et al., 2025, 'Qui mène, qui est à la traîne? Inter-urban inequities in European climate adaptation funding and financing», *Environmental Research letters*, 20 (7), p. 074061 (<https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/adde71>).

OMS, 2024, *The World Health Organization-Five Well-Being Index (WHO-5)* (<https://www.who.int/publications/m/item/WHO-UCN-MSD-MHE-2024.01>), consulté le 12 décembre 2025.

OMS Europe, 2021, *Chaleur et santé dans la région européenne de l'OMS: mise à jour des données probantes pour une prévention efficace*

Références

(<https://www.who.int/europe/publications/i/item/9789289055406>) consultée le 12 décembre 2025.

World Weather Attribution, 2024, «Climate change and high exposure increased costs and disruption to lives and livelihoods from flooding associated with exceptionnellement heavy pluviométrie in Central Europe» (<https://www.worldweatherattribution.org/climate-change-and-high-exposure-increased-costs-and-disruption-to-lives-and-livelihoods-from-flooding-associated-with-exceptionally-heavy-rainfall-in-central-europe/>), consulté le 12 décembre 2025.

Zhang, L., et al., 2025, «Housing and household vulnerables to summer overheating: A latent classification for England', *Energy Research & Social Science*, 125, p. 104126 (<https://doi.org/10.1016/j.erss.2025.104126>).

Annexe 1 Vivre et travailler dans l'enquête en ligne de l'UE 2025: questions analysées dans le rapport

Au cours des 5 dernières années, avez-vous vécu l'une des expériences suivantes là où vous vivez?

- Trop chaud dans votre maison
- Trop chaud sur votre lieu de travail/lieu d'enseignement
- Trop chaud lorsque vous êtes à l'extérieur dans votre quartier
- Votre maison ou d'autres bâtiments autour de vous étant inondés
- Votre maison ou d'autres bâtiments autour de vous endommagés par le vent
- Les incendies de forêt ou leur fumée affectant votre vie quotidienne
- Plus de piqûres d'insectes qu'auparavant (moustiques ou tiques)
- Problèmes pour obtenir suffisamment d'eau salubre et propre

Options de réponse: Oui; Non ; Je ne sais pas; Je préfère ne pas répondre

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par la façon dont ces questions pourraient vous affecter à l'avenir?

- Des températures extrêmement élevées perturbant la vie quotidienne et le bien-être
- Inondations plus fréquentes ou plus extrêmes
- Incendies de forêt plus fréquents ou plus extrêmes
- Risque plus élevé de contracter des maladies causées par des moustiques ou des piqûres de tiques
- Accès réduit à l'eau potable pour une utilisation quotidienne en raison des sécheresses
- Accès réduit à la nourriture locale et saisonnière en raison des intempéries qui affectent les cultures

Options de réponse: Très préoccupé; Assez préoccupée; Modérément concerné; Légèrement préoccupé; Pas du tout concerné; Je ne sais pas; Je préfère ne pas répondre

Au cours des 5 dernières années, lequel de ces changements a été apporté à votre maison?

- Ajout de l'isolation aux murs ou au toit
- Installation ou modernisation de la climatisation ou de la ventilation
- Ombrement installé ou amélioré
- Protection contre les inondations (par exemple, amélioration du drainage, barrières anti-inondation)
- Eau de pluie collectée pour une utilisation à la maison/au jardin
- Installation d'un système d'alimentation de secours ou d'un générateur
- Préparé une trousse d'urgence
- Assurance habitation garantie couvrant les phénomènes météorologiques extrêmes

Options de réponse: Oui, fait au cours des 5 dernières années; Déjà en place (y compris les fonctionnalités dans les nouvelles constructions); Non, pas en place; Je ne sais pas; Je préfère ne pas répondre

Avez-vous vu ces actions se dérouler dans votre région?

- Avertissements ou alertes en cas de vagues de chaleur ou d'autres phénomènes météorologiques extrêmes (par SMS au téléphone portable, appels téléphoniques, dans les médias)
- Campagnes de sensibilisation sur les risques et les mesures à prendre en cas de conditions météorologiques extrêmes
- plantation d'un plus grand nombre d'arbres ou amélioration de l'accès aux espaces verts (par exemple, les parcs)
- Mise à disposition de centres de refroidissement (c'est-à-dire des bâtiments publics climatisés)
- Modifications des horaires de travail/d'éducation afin d'éviter les activités pendant les heures ou les jours les plus chauds
- Prévention des inondations (par exemple, digues ou étangs pour les eaux de pluie)
- Restrictions d'utilisation de l'eau pendant les sécheresses
- Mesures de lutte contre les moustiques (p. ex. pulvérisation/fumigation)

Options de réponse: Oui; Non ; Je ne sais pas; Je préfère ne pas répondre

Votre ménage peut-il se permettre ce qui suit?

- Garder la maison suffisamment fraîche en été

Options de réponse: Oui; Non ; Je ne sais pas; Je préfère ne pas répondre

Agence européenne pour l'environnement, Eurofound

Surchauffé et sous-préparé: Expériences de vie des Européens face au changement climatique

2026 — 48 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN : 978-92-9480-755-7

doi : 10.2800/6087030

Rapport de l'AEE n° 01/2026

Entrer en contact avec l'UE

En personne

Dans toute l'Union européenne, il existe des centaines de centres d'information Europe Direct. Vous trouverez l'adresse du centre le plus proche de chez vous à l'adresse suivante: https://european-union.europa.eu/contact-eu_en

Au téléphone ou par e-mail

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez contacter ce service: par téléphone gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs peuvent facturer ces appels), ou au numéro standard suivant: +32 22 99 96 96 ou par courrier électronique à l'adresse suivante: https://european-union.europa.eu/contact-eu_en

Trouver des informations sur l'UE

En ligne

Des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sont disponibles sur le site web Europa à l'adresse suivante: https://european-union.europa.eu/index_en

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes de l'UE à l'adresse suivante: <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>.

Des exemplaires multiples de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (voir https://european-union.europa.eu/contact-eu_en).